

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1162

[2009/201393]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment les articles 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001, et 4, remplacé par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 26 août 1980 instituant une marque de contrôle pour le lait, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1994 relatif à l'agrément des organismes interprofessionnels pour la détermination de la qualité et de la composition du lait, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 2000 et 21 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1994 relatif à l'agrément des établissements laitiers et des acheteurs, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 2000 et 22 décembre 2005;

Vu l'arrêté royal du 17 mars 1994 relatif à la production du lait et instituant un contrôle officiel du lait fourni aux acheteurs, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1996, 3 septembre 2000 et 21 décembre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 1994 relatif à la détermination officielle de la composition du lait fourni aux acheteurs, modifié par les arrêtés ministériels des 11 juillet 1996, 4 octobre 2000, 6 octobre 2000, 28 décembre 2000, 21 décembre 2001, 27 février 2003, par l'arrêté royal du 21 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1994 relatif aux documents de paiement du lait aux producteurs, modifié par l'arrêté ministériel du 20 octobre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs, modifié par l'arrêté ministériel du 13 septembre 2004;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, en date du 9 avril 2008, dont le rapport a été approuvé par la conférence interministérielle agriculture le 7 mai 2008;

Vu l'avis 45.192/4 du Conseil d'État, donné le 13 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

2^o l'administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

3^o le Service : la Direction de la Qualité, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

4^o le lait : le lait cru provenant de la traite d'une ou plusieurs vaches;

5^o le producteur : le producteur défini à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

6^o l'unité de production laitière : l'unité de production laitière définie à l'article 1^{er}, 10^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

7^o la livraison : la quantité de lait, livrée à une même date par un producteur à un acheteur, faisant l'objet d'une ou plusieurs opérations de chargement;

8^o l'opération de chargement : le transfert physique d'une quantité de lait entre un récipient du producteur et un véhicule de collecte agréé à l'aide du système de pompage de ce véhicule;

9^o la collecte : le transport d'une livraison, depuis son chargement en une ou plusieurs opérations à l'unité de production laitière jusqu'à son déchargement;

10^o l'acheteur : la personne physique ou morale, ou le groupement de personnes physiques et/ou morales, qui achète le lait à un producteur :

a) pour le soumettre à une ou plusieurs opérations de collecte, d'emballage, de stockage et de refroidissement ou de transformation, y compris le travail à façon;

b) pour le céder à une ou plusieurs entreprises traitant ou transformant du lait ou d'autres produits laitiers;

11^o l'acheteur agréé : l'acheteur visé au 10^o, agréé par une autorité belge compétente pour l'agrément des acheteurs visé à l'article 23 du Règlement (CE) n^o 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n^o 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

12^o la période : la période de douze mois qui court du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.

Art. 2. A l'exception des dispositions du chapitre 4, celles du présent arrêté s'appliquent à toute livraison réalisée à partir de toute unité de production laitière située sur le territoire de la Région wallonne.

Les dispositions du chapitre 4 s'appliquent à toute livraison payée par un acheteur agréé ayant des locaux sur le territoire de la Région wallonne, au sens de l'article 23, § 2, b, du Règlement (CE) n^o 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n^o 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers.

CHAPITRE II. — *Contrôle de la composition du lait**Section 1^{re}. — Principes*

Art. 3. Il est interdit à un producteur de livrer du lait d'une de ses unités de production laitière, située sur le territoire de la Région wallonne, à un acheteur autre qu'un acheteur agréé.

Il est interdit à un acheteur de recevoir du lait d'un producteur sans être un acheteur agréé.

Art. 4. Il est interdit à un acheteur agréé de mettre dans le commerce, d'offrir, d'exposer ou de mettre en vente, de transporter pour la vente, de vendre ou de livrer du lait ou des produits laitiers obtenus à partir de lait livré à partir d'une unité de production située sur le territoire de la Région wallonne, si ce lait n'a pas été soumis au contrôle de la composition tel que prévu par le présent arrêté ou s'il n'a pas été collecté dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Section 2. — Collecte des livraisons de lait

Art. 5. Une livraison est constituée exclusivement de lait d'un seul des types de lait fixés à l'annexe 1^{re}, point B. Chaque opération de chargement concerne une seule livraison. Si des laits de types différents sont chargés à la même unité de production laitière dans le même véhicule de collecte, leur chargement fait l'objet d'opérations distinctes.

Art. 6. § 1^{er}. La collecte d'une livraison est assurée par l'acheteur; elle ne peut être réalisée qu'au moyen d'un véhicule agréé à cet effet par l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison, sauf si l'acheteur agréé remplit les conditions fixées à l'annexe 1^{re}, point C, pour être reconnu comme petit acheteur.

§ 2. Pour être agréé pour la collecte, un véhicule doit remplir les conditions fixées par l'organisme interprofessionnel visé au § 1^{er} et approuvées par le Ministre en application de l'article 11, 4^o; parmi ces conditions, le véhicule doit être muni des équipements fixes suivants, en ordre de marche :

a) un système d'enregistrement automatique des données d'identification des quantités de lait chargées, visées à l'article 7, § 1^{er};

b) un appareillage pour le prélèvement automatique d'un échantillon du lait chargé, qui fonctionne selon un système d'échantillonnage approuvé.

§ 3. Pour être et rester approuvé, un système d'échantillonnage doit répondre aux conditions fixées conjointement par l'organisme interprofessionnel visé au § 1^{er} et un des organismes chargés de la guidance scientifique visés à l'article 14, § 2. Ces conditions sont consultables en permanence sur le site internet de l'organisme interprofessionnel.

La vérification de conformité des systèmes d'échantillonnage avec ces conditions est également assurée conjointement par les deux organismes précités.

Art. 7. § 1^{er}. Lors de la collecte, les données d'identification des quantités de lait chargées, fixées à l'annexe 1^{re}, point D, sont enregistrées au moment de chaque opération de chargement, selon les prescriptions qui figurent dans le document normatif visé à l'article 11, 4^o.

§ 2. Lors de la collecte d'une livraison, un échantillon est prélevé au moment de chaque opération de chargement en vue du contrôle de la composition du lait. Ce prélèvement, ainsi que l'identification de l'échantillon, sont réalisés selon les prescriptions qui figurent dans le document normatif visé à l'article 11, 4^o.

Néanmoins, si au minimum un échantillon est prélevé par production de trois jours, une quantité maximale de cent litres, divisée ou non, provenant de cette production, peut être livrée sans qu'un échantillon soit prélevé lors de la(les) collecte(s) de cette quantité.

§ 3. Le prélèvement de l'échantillon visé au § 2 est réalisé par une personne physique titulaire d'une licence octroyée par l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison.

Les conditions d'octroi, de maintien et de retrait de la licence d'échantillonnage figurent dans le document normatif visé à l'article 11, 4^o.

Section 3. — Modalités du contrôle de la composition du lait

Art. 8. § 1^{er}. Les livraisons font l'objet d'un contrôle de la composition du lait par l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, un organisme interprofessionnel peut transférer l'exécution du contrôle de la composition du lait à un autre organisme interprofessionnel qui n'est pas territorialement compétent pour les livraisons de l'unité de production, pour autant que les conditions d'exécution du contrôle de la composition du lait par cet autre organisme interprofessionnel soient équivalentes à celles exigées par le présent arrêté et que le Ministre ou le fonctionnaire dirigeant du Service, désigné comme délégué du Ministre, autorise ce transfert.

La demande de transfert est adressée au Service selon les instructions de celui-ci, et est accompagnée d'un accord écrit du producteur et de l'acheteur agréé concernés.

§ 3. Le contrôle de la composition du lait est réalisé pour les critères fixés à l'annexe 1^{re}, point E, conformément aux dispositions de l'annexe 1^{re}, point F et selon les fréquences fixées à l'annexe 1^{re}, point G.

§ 4. Les méthodes analytiques de routine, utilisées pour le contrôle de la composition du lait et qui respectent les principes fixés à l'annexe 1^{re}, point F, 2, doivent être préalablement agréées par le Ministre, ou son délégué visé à l'article 8, § 2, après consultation des organismes chargés de la guidance scientifique, visés à l'article 14, § 2.

§ 5. L'appareillage utilisé pour réaliser les analyses de routine en vue du contrôle de la composition du lait, doit être agréé, avant sa mise en service, par le Ministre, ou son délégué visé à l'article 8, § 2; l'agrément est donné après consultation des organismes chargés de la guidance scientifique, visés à l'article 14, § 2, s'il est démontré que l'appareillage applique correctement les méthodes analytiques de routine agréées visées au § 4.

Toute acquisition de nouvel appareillage pour le contrôle de la composition du lait doit être préalablement signalée au Service.

§ 6. La liste des méthodes de routine agréées et de l'appareillage agréé pour l'analyse de la composition du lait est publiée et tenue à jour par le Service sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

Art. 9. Les résultats du contrôle de la composition du lait sont transmis, par l'organisme interprofessionnel agréé visé à l'article 8, au producteur ainsi qu'à l'acheteur agréé auquel le lait a été livré.

CHAPITRE III. — *Agrément des organismes interprofessionnels et guidance scientifique*

Art. 10. Pour pouvoir effectuer le contrôle de la composition du lait, un organisme interprofessionnel doit disposer d'un agrément délivré par le Ministre.

Art. 11. Pour être et rester agréé pour le contrôle de la composition du lait, un organisme interprofessionnel doit remplir les conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif répondant aux conditions de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, et informer sans délai le Ministre de toute modification des statuts en vigueur au moment de l'agrément;

2° avoir son siège social sur le territoire de la Région wallonne, et exercer ses activités pour le contrôle de la composition du lait, y compris les analyses, dans la circonscription territoriale fixée par le Ministre, ou son délégué visé à l'article 8, § 2;

3° prévoir dans les statuts :

a) qu'au niveau de l'assemblée générale :

1. les producteurs de la circonscription territoriale visée au point 2° et les acheteurs agréés par lesquels ils font collecter du lait ou à qui ils livrent du lait sont représentés;

2. une représentation paritaire des producteurs et des acheteurs agréés visés au point 1 ci-dessus soit assurée, soit par le nombre de membres, soit par une modulation du droit de vote des membres dans l'assemblée générale;

b) qu'il y ait, au niveau du conseil d'administration, un nombre égal de représentants des producteurs et de représentants des acheteurs agréés;

4° établir un document normatif reprenant les modalités du contrôle de la composition du lait.

Ce document reprend au minimum :

a) les modalités de la collecte, comprenant au minimum :

1. les conditions d'octroi, de maintien et de retrait de l'agrément d'un véhicule de collecte,

2. les informations et documents que les acheteurs doivent fournir à l'organisme interprofessionnel concernant l'organisation de la collecte et l'identification des producteurs,

3. les prescriptions pour enregistrer les données d'identification des quantités de lait chargées,

4. les prescriptions pour le prélèvement et l'identification de l'échantillon lors de chaque opération de chargement d'une livraison,

5. les conditions d'octroi, de maintien et de retrait de la licence pour le prélèvement de l'échantillon,

6. les conditions de transport et de conservation des échantillons entre le départ de l'unité de production laitière et l'analyse par l'organisme interprofessionnel agréé compétent;

b) les modalités des analyses;

c) les modalités d'interprétation des résultats;

d) les modalités de communication des résultats aux producteurs et aux acheteurs agréés;

e) la procédure pour le traitement des contestations concernant les résultats;

f) le système de sanctions en cas de non respect des modalités de la collecte;

g) la procédure pour le traitement des contestations des sanctions relatives au non-respect des modalités de la collecte.

Ce document normatif doit être approuvé par le Ministre et figure en annexe de l'arrêté ministériel d'agrément de l'organisme interprofessionnel; toute modification de ce document fait l'objet d'une modification de l'arrêté ministériel.

Le document normatif est consultable en permanence sur le site internet de l'organisme interprofessionnel;

5° disposer de laboratoires accrédités selon la norme européenne EN ISO/IEC 17025 pour les analyses exécutées dans le cadre du contrôle de la composition du lait;

6° établir une description détaillée de la (des) méthode(s) utilisée(s) pour le contrôle de chacun des paramètres de la composition du lait, selon les dispositions de l'annexe 1^{re}, point H; cette description, ainsi que chaque modification, doit être soumise au préalable au Ministre, ou à son délégué visé à l'article 8, § 2, en vue de son approbation.

7° adhérer à la guidance scientifique organisée selon les dispositions de l'article 14;

8° inviter le fonctionnaire dirigeant du Service, ou son représentant désigné, à chaque réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration, à titre d'observateur, et transmettre les rapports de ces réunions au Service;

9° transmettre les résultats du contrôle de la composition du lait au Service et/ou à l'organisme désigné par le fonctionnaire dirigeant du Service;

10° se soumettre à l'inspection et aux mesures de contrôle du Service, ainsi qu'aux instructions du fonctionnaire dirigeant du Service;

11° exécuter les contrôles de la composition du lait conformément aux règles fixées dans le présent arrêté ou en exécution de celui-ci.

Art. 12. § 1^{er}. Le Ministre peut refuser ou retirer l'agrément à l'organisme interprofessionnel si les conditions fixées à l'article 11 ne sont pas ou plus remplies.

Le Ministre fait connaître à l'intéressé les motifs invoqués et la mesure envisagée par lettre recommandée à la poste ou par pli remis au destinataire contre accusé de réception.

Sous peine de forclusion, l'intéressé dispose de quinze jours, à dater de la réception de la lettre recommandée ou du pli, pour faire connaître au Ministre, par lettre recommandée, ses objections et, le cas échéant, solliciter d'être entendu par celui-ci ou son représentant, ou proposer des améliorations en vue de rencontrer les motifs invoqués.

Le Ministre dispose ensuite de trente jours pour entendre, le cas échéant, l'intéressé, prendre une décision et la lui notifier par lettre recommandée à la poste ou par pli remis au destinataire contre accusé de réception.

§ 2. En absence d'organisme interprofessionnel agréé compétent sur un territoire de la Région wallonne, le Ministre peut soit confier la compétence pour ce territoire à un autre organisme interprofessionnel agréé dans le cadre du présent arrêté, soit agréer un organisme qui satisfait au minimum aux dispositions fixées à l'article 11, sauf les points 1° et 3°.

Art. 13. L'organisme interprofessionnel agréé peut fixer le montant d'une retenue à charge des producteurs pour le financement de ses activités dans le cadre du présent arrêté. Ce montant ne peut dépasser le montant des frais réellement encourus par l'organisme pour s'acquitter de ses missions; l'approbation du Ministre, ou de son délégué visé à l'article 8, § 2, est requise avant toute fixation ou toute modification de ce montant.

Art. 14. § 1^{er}. La guidance scientifique des organismes interprofessionnels agréés selon les dispositions du présent arrêté, consiste au minimum :

- a) à organiser des tests qui permettent de vérifier le fonctionnement correct de l'appareillage utilisé pour réaliser les analyses en vue du contrôle de la composition du lait;
- b) à préparer des échantillons de référence qui seront utilisés lors des analyses pour la contrôle de la composition du lait;
- c) à donner un avis scientifique relatif au contrôle de la composition du lait;
- d) à approuver des systèmes d'échantillonnage sur base desquels fonctionnent les appareillages de prélèvement automatique de l'échantillon fixés sur les véhicules de collecte agréés.

§ 2. Les organismes chargés de la guidance scientifique visée au § 1^{er} sont désignés à l'annexe 1^{re}, point I. Les laboratoires de ces organismes sont et restent accrédités selon la norme européenne EN ISO/IEC 17025.

§ 3. Les procédures de mise en œuvre de la guidance scientifique sont décrites dans un document écrit par les organismes chargés de cette guidance. Ce document, ainsi que chaque modification, doit être soumis au préalable au Ministre, ou à son délégué visé à l'article 8, § 2, en vue de son approbation; après approbation, ce document est publié sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

§ 4. Les organismes chargés de la guidance scientifique fournissent annuellement les résultats de leurs travaux au Service et aux organismes interprofessionnels agréés.

CHAPITRE IV. — Paiement du lait par les acheteurs agréés aux producteurs

Art. 15. L'acheteur agréé collecte et paye exclusivement des livraisons de lait d'un des types visés à l'annexe 1^{re}, point B.

Art. 16. Le paiement du lait par l'acheteur agréé aux producteurs est établi séparément pour chacun des types de lait livrés définis à l'article 15 et respecte les modalités fixées à l'annexe 2, points A à C.

Art. 17. Les documents de paiement du lait par l'acheteur agréé aux producteurs respectent les conditions fixées à l'annexe 2, point D.

Art. 18. En vue du contrôle du respect des dispositions du présent arrêté, l'acheteur agréé met à la disposition du Service, selon les instructions de celui-ci, tous les documents de paiement aux producteurs qui lui ont livré du lait, tous les documents comptables qui concernent les transactions financières entre l'acheteur agréé et ces producteurs, et toute autre information nécessaire au contrôle des dispositions du présent chapitre, en particulier la description de tous les critères mentionnés sur les documents de paiement et qui interviennent dans le paiement du lait aux producteurs.

CHAPITRE V. — Dispositions générales

Art. 19. Le Ministre peut modifier les annexes du présent arrêté en vue de l'adapter aux évolutions scientifiques et techniques des matières traitées par le présent arrêté, pour autant que cela ne remette pas en cause les aspects essentiels de l'arrêté.

Le Ministre peut également apporter des modifications aux dispositions de l'annexe 2, point C sur demande commune des organisations professionnelles représentatives d'acheteurs agréés et de producteurs, moyennant l'accord des organismes interprofessionnels agréés selon le présent arrêté.

Art. 20. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Sont d'application, les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées à l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de l'administration et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 21. § 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs, modifié par l'arrêté ministériel du 13 septembre 2004, les mots "et de la composition" sont supprimés.

§ 2. Au même arrêté ministériel, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° aux articles 1^{er}, 2 et 4, les mots "et de la composition" sont supprimés;
- 2° à l'article 6, alinéa 1^{er}, les mots "et de la composition" et les mots "et de composition" sont supprimés.

§ 3. Au même arrêté ministériel, sont abrogés :

- 1° à l'annexe 1^{re}, les points 2, 3 et 4;
- 2° à l'annexe 2, les points 4 et 7.

Art. 22. L'arrêté royal du 3 mars 1994 relatif à l'agrément des organismes interprofessionnels pour la détermination de la qualité et de la composition du lait, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 2000 et 21 décembre 2006, est abrogé.

Art. 23. L'arrêté royal du 7 mars 1994 relatif à l'agrément des établissements laitiers et des acheteurs, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 2000 et 22 décembre 2005, est abrogé.

Art. 24. L'arrêté royal du 17 mars 1994 relatif à la production du lait et instituant un contrôle officiel du lait fourni aux acheteurs, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1996, 3 septembre 2000 et 21 décembre 2006, est abrogé.

Art. 25. L'arrêté ministériel du 17 mars 1994 relatif à la détermination officielle de la composition du lait fourni aux acheteurs, modifié par les arrêtés ministériels des 11 juillet 1996, 4 octobre 2000, 6 octobre 2000, 28 décembre 2000, 21 décembre 2001, 27 février 2003, par l'arrêté royal du 21 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004, est abrogé.

Art. 26. L'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1994 relatif aux documents de paiement du lait aux producteurs, modifié par l'arrêté ministériel du 20 octobre 2001, est abrogé.

Art. 27. L'arrêté royal du 26 août 1980 instituant une marque de contrôle pour le lait, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 28. Durant les trois premiers mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, il est tenu compte des résultats du contrôle de la composition du lait visé à l'article 9, obtenus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 29. Lorsque l'appareil d'échantillonnage agréé et identifié, adapté à un camion-citerne (véhicule de collecte) a subi avec succès, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les contrôles en vue du maintien de son agrément, effectués selon les dispositions de l'article 5, § 2, de l'arrêté ministériel du 17 mars 1994 relatif à la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs, le véhicule de collecte sur lequel il est adapté est considéré comme agréé, conformément aux dispositions de l'article 6, § 2, pendant douze mois au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 30. Par dérogation à l'article 7, § 3, la licence, mentionnée à l'article 6 de l'arrêté royal du 17 mars 1994 relatif à la production du lait et instituant un contrôle officiel du lait fourni aux acheteurs, reste valable jusqu'à la fin de sa période de validité. Une fois la validité expirée, si la personne physique veut continuer l'activité de collecte, elle doit obtenir une licence selon les dispositions de l'article 7, § 3.

Art. 31. Les organismes interprofessionnels agréés conformément à l'arrêté royal du 3 mars 1994 relatif à l'agrément des organismes interprofessionnels pour la détermination de la qualité et de la composition du lait, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 2000 et 21 décembre 2006, conservent cet agrément dont la valeur est équivalente à l'agrément des organismes interprofessionnels agréés dans le cadre du présent arrêté pendant une durée de vingt-quatre mois maximum à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Cet agrément est retiré dès qu'un agrément selon les dispositions du présent arrêté est octroyé à l'organisme interprofessionnel.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE 1^{re}**Modalités non financières pour les livraisons de lait des producteurs aux acheteurs agréés****A. Définitions.**

1. Lait entier : lait dont la teneur naturelle en matière grasse n'a pas été modifiée.
2. Lait écrémé : lait dont la teneur en matière grasse a été ramenée à 5 g/l au maximum.
3. Teneur en matière grasse : la quantité de matière grasse, exprimée en grammes par litre de lait, jusqu'au dixième.
4. Teneur en protéines : la quantité de matière azotée totale (obtenue en multipliant la quantité d'azote par le coefficient 6,38), exprimée en grammes par litre de lait, jusqu'au dixième.

B. Types de lait autorisés pour les livraisons, pour l'application des articles 5 et 15.

Les seuls types de lait autorisés pour les livraisons sont les suivants :

1. Lait entier.
2. Lait écrémé.

C. Conditions pour reconnaître un acheteur agréé comme petit acheteur, pour l'application de l'article 6, § 1^{er}.

Un petit acheteur est un acheteur agréé qui a acheté, en cumulant les livraisons de tous les types de lait autorisés, un maximum de 500 000 litres de lait auprès d'un maximum de 5 producteurs différents pendant la période précédant la période en cours.

D. Données à enregistrer au moment de chaque opération de chargement lors de la collecte d'une livraison, pour l'application de l'article 7, § 1^{er}.

1. L'identification du producteur et de l'unité de production; ces données peuvent être résumées par un numéro de travail propre à l'acheteur, à condition que la correspondance entre ces données et le numéro de travail puisse à tout moment être établie.

2. Le nombre de litres de lait collecté.
3. La date et l'heure de l'opération de chargement.

E. Critères fixés pour le contrôle de la composition du lait, pour l'application de l'article 8, § 3.

1. La teneur en matière grasse.
2. La teneur en protéines.
3. Le point de congélation.

F. Méthodes de référence et principes des méthodes de routine pour le contrôle de la composition du lait livré aux acheteurs agréés, pour l'application de l'article 8, § 3.

1. Méthodes de référence.

a. Détermination de la teneur en matière grasse :

i. La méthode de référence pour la détermination de la teneur en matière grasse est la méthode Röse-Gottlieb décrite dans la norme internationale FIL 1D : 1996, ou la version la plus récente.

ii. Principe : La matière grasse d'une solution ammoniac-éthanolique est extraite d'une prise d'essai au moyen d'oxyde diéthylique et d'éther de pétrole. Les solvants sont éliminés par distillation et par évaporation. La masse grasse restante est déterminée pondéralement.

b. Détermination de la teneur en protéines :

i. La méthode de référence pour la détermination de la teneur en protéines est la méthode Kjeldahl décrite dans la norme internationale ISO 8968-2/FIL 20-2 : 2001, ou la version la plus récente.

ii. Principe : Une prise d'essai est digérée avec un mélange d'acide sulfurique concentré et de sulfate de potassium en présence de sulfate de cuivre (II) utilisé comme catalyseur. L'azote organique présent dans la prise d'essai est ainsi converti en sulfate d'ammonium. Un excès d'hydroxyde de sodium est ajouté à la solution acide refroidie pour libérer l'ammoniac. L'ammoniac libéré est distillé dans une solution d'acide borique. La quantité d'ammoniac recueillie est ensuite déterminée par titrage avec une solution d'acide chlorhydrique et la teneur en azote est calculée sur base de la quantité d'ammoniac produite. L'azote est converti en protéines à l'aide du facteur de multiplication 6,38.

c. Détermination du point de congélation :

i. La méthode de référence pour la détermination du point de congélation est la méthode au cryoscope à thermistance décrite dans la norme internationale FIL 108 B : 1991, ou la version la plus récente.

ii. Principe : Une prise d'essai est refroidie jusqu'à la température appropriée, fonction de l'appareil, et sa cristallisation est amorcée par vibration mécanique. La cristallisation entraîne une augmentation rapide de la température jusqu'à un palier correspondant au point de congélation de la prise d'essai. L'instrument est étalonné à l'aide de deux solutions standards.

2. Principes des méthodes de routine.

a. Détermination de la teneur en matière grasse et en protéines :

i. Cette détermination est effectuée par spectrophotométrie dans l'infrarouge moyen.

ii. Principe : La matière grasse et les protéines comportent des liaisons spécifiques qui absorbent la lumière à des longueurs d'onde déterminées dans l'infrarouge moyen. L'absorption électromagnétique, mesurée à ces longueurs d'onde, permet la détermination quantitative de la matière grasse et des protéines du lait. L'influence réciproque des constituants du lait (matière grasse, protéines et lactose) est compensée par l'application de facteurs d'inter-corrrection. Les absorptions obtenues sont calibrées par rapport à la méthode de référence.

b. Détermination du point de congélation :

La détermination du point de congélation est effectuée par une méthode indirecte basée sur une mesure spectrophotométrique dans l'infrarouge moyen, couplée à une mesure de conductivité.

G. Fréquence d'analyse pour le contrôle de la composition du lait collecté chez un producteur, pour l'application de l'article 8, § 3.

Pour les critères visés au point E : l'échantillon correspondant à chaque livraison doit être analysé, sauf si cet échantillon est déclaré non représentatif selon les modalités d'interprétation des résultats qui doivent figurer dans le document normatif en application de l'article 11, 4^o, c).

H. Description détaillée de la (des) méthode(s) utilisée(s) pour le contrôle de chacun des paramètres de la composition du lait, visée à l'article 11, 6^o.

La description détaillée de chacune des méthodes utilisées doit au minimum reprendre les points suivants :

1. Principe.

2. Domaine de mesure.

3. Réactif : origine, confection, conservabilité, conditions de conservation.

4. Appareillage et équipement : nom, fournisseur de l'appareillage, description des accessoires.

5. Préparation des échantillons.

6. Procédure :

a. pour les méthodes instrumentales, une description du démarrage et du calibrage de l'appareil;

b. exécution de la méthode;

c. description du contrôle interne de la méthode à l'aide de blancs et d'échantillons étalons;

d. description de l'enregistrement des contrôles effectués;

e. expression du résultat.

I. Organismes désignés pour la guidance scientifique visée à l'article 14.

Le Département Qualité des Productions agricoles du Centre wallon de Recherches agronomiques, et les laboratoires avec lesquels il passe un contrat de collaboration en vue d'assurer la guidance scientifique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme
B. LUTGEN

ANNEXE 2

Modalités et documents de paiement du lait par les acheteurs agréés aux producteurs**A. Définitions.**

1. Lait standard : le lait réfrigéré, ayant une teneur en matière grasse de 38,0 g/l et une teneur en protéines de 33,5 g/l.
2. Prix de base du lait : prix par 100 litres de lait standard, départ de l'unité de production laitière, hors T.V.A., sans primes ni réfections, calculé comme suit : (prix fixé par l'acheteur agréé pour 100 kg de matière grasse multiplié par 0,0380) + (prix fixé par l'acheteur agréé pour 100 kg de protéines multiplié par 0,0335).
3. Résultat effectif : mesure obtenue par l'analyse d'un échantillon de lait.

B. Normes pour le paiement du lait au producteur.

1. Par type de lait livré, visé à l'article 15, l'acheteur agréé fixe le prix offert pour 100 kg de matière grasse et celui pour 100 kg de protéines.
2. Par type de lait livré, visé à l'article 15, l'acheteur agréé établit le prix de base offert pour le lait.
3. Les seules réductions de prix et retenues liées à la composition et à la qualité du lait, qui peuvent être appliquées par l'acheteur agréé lors du paiement de ses livraisons au producteur, sont celles définies au point C.
4. Aucune prime, basée sur un ou plusieurs critères de qualité du lait cru de vache, visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, ne peut être octroyée par l'acheteur agréé, à l'exception d'une prime de 0,50 euros par 100 litres si les exigences suivantes sont respectées :

1° la livraison, sur laquelle porte cette prime, n'a subi aucune des réductions de prix et retenues visées au point C;

2° cette prime est octroyée, de façon non discriminatoire, par l'acheteur agréé, à toute livraison respectant l'ensemble des conditions d'octroi définies par cet acheteur agréé.

5. Une prime peut être octroyée de façon non discriminatoire, par l'acheteur agréé, à toute livraison de lait biologique.

C. Réductions de prix et retenues.

Des réductions de prix et retenues liées, d'une part, aux critères retenus parmi les critères de composition du lait définis dans le présent arrêté et, d'autre part, aux critères de qualité du lait de vache définis dans l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, doivent être appliquées chaque fois que les conditions reprises dans le présent point sont remplies. Ces réductions de prix et retenues sont les suivantes :

1. Réductions de prix.

1° Par point de pénalisation l'acheteur applique une réduction de prix de 0,62 euros par 100 litres de lait.

2° Point de congélation : le résultat pris en compte est la moyenne arithmétique de tous les résultats effectifs sur une période d'un mois.

Lorsqu'il est constaté que le résultat a une valeur supérieure à " $-0,510$ °C", il est attribué 1 point de pénalisation aux quantités livrées par le producteur pendant le mois au cours duquel le contrôle de ce critère a été effectué.

3° Comptage de germes : le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de deux mois, de tous les résultats effectifs.

Le nombre de points de pénalisation attribués aux quantités livrées par le producteur pendant le mois au cours duquel le résultat a été établi est fonction de ce résultat et des résultats précédents, comme indiqué dans le tableau suivant :

Résultat (germes/ml)	Pénalisation (points)
Le résultat inférieur ou égal à 100 000	0
Le résultat supérieur à 100 000	1
2 résultats consécutifs supérieurs à 100 000	2
3 résultats consécutifs supérieurs à 100 000	4
4 résultats consécutifs supérieurs à 100 000	6
Plus de 4 résultats consécutifs supérieurs à 100 000	8

4° Détermination du nombre de cellules somatiques : le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de trois mois, de tous les résultats effectifs.

Le nombre de points de pénalisation attribués aux quantités livrées par le producteur pendant le mois au cours duquel le résultat a été établi est fonction de ce résultat et des résultats précédents, comme indiqué dans le tableau suivant :

Résultat (cellules/ml)	Pénalisation (points)
Le résultat inférieur ou égal à 400 000	0
Le résultat supérieur à 400 000	1
2 résultats consécutifs supérieurs à 400 000	2
3 résultats consécutifs supérieurs à 400 000	4
4 résultats consécutifs supérieurs à 400 000	6
Plus de 4 résultats consécutifs supérieurs à 400 000	8

5° Examen de la propreté visible du lait : lorsqu'il est constaté que le résultat est "non satisfaisant", au regard des critères énoncés à l'article 4, 1°, d), de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, il est attribué 2 points de pénalisation aux quantités livrées par le producteur pendant le mois au cours duquel le contrôle de ce critère a été effectué.

2. Retenues.

Résidus d'antibiotiques : lorsque leur présence est constatée dans un échantillon d'une livraison, une retenue de 29,75 euros par 100 litres de lait est appliquée à la quantité de lait totale de cette livraison.

D. Documents de paiement du lait aux producteurs.

1. Les documents de paiement visés à l'article 17 doivent être établis sur la base des quantités livrées, exprimées en kilos, de matière grasse et de protéines du lait.

2. Un document de paiement est présenté au producteur pour chaque type de lait livré visé à l'article 15. De plus, pour un même type de lait, si les quantités livrées sont constituées à la fois de lait biologique et de lait qui ne l'est pas, un document de paiement supplémentaire concernant exclusivement le lait biologique est présenté au producteur.

3. Les documents de paiement mentionnent au minimum les éléments énoncés ci-après :

a. le numéro de producteur et le numéro d'unité de production laitière, attribués par l'administration, ou par une autre autorité régionale compétente, dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1782/2003;

b. le prix de base, en euro par 100 litres, du type de lait pour lequel le document de paiement est établi;

c. pour chaque date où une livraison a eu lieu, la quantité livrée en litres;

d. la quantité totale livrée, en litres, pendant l'intervalle de temps concerné par le document de paiement;

e. la teneur moyenne de cette quantité totale en matière grasse et en protéines, exprimées en gramme par litre de lait, jusqu'au dixième; chaque teneur moyenne est la moyenne arithmétique de tous les résultats effectifs de teneur en matière grasse ou en protéines sur l'intervalle de temps considéré;

f. le nombre de points de pénalisation attribué donnant lieu à une réduction de prix, détaillé par critère défini au point C.1;

g. le nombre total de points de pénalisation donnant lieu à des réductions de prix;

h. si la retenue définie au point C.2. est appliquée, la quantité totale livrée, en litres, sur laquelle cette retenue est appliquée;

i. le prix de la matière grasse du lait et celui des protéines du lait, en euro par 100 kilos, correspondant au type de lait pour lequel le document de paiement est établi ;

j. les quantités exprimées en kilos (jusqu'au gramme) de matière grasse du lait et de protéines du lait livrées, et les montants à payer qui y correspondent;

k. le montant exact de la retenue à charge du producteur pour le financement des activités de l'organisme interprofessionnel chargé du contrôle de la composition et de la qualité du lait, visée à l'article 13; ce montant est intitulé "retenue O.I.", "afhouding I.O." ou "Abzug M.O.";

l. si, outre la retenue visée au point k, d'autres frais liés au contrôle de la composition et de la qualité du lait sont mis à charge du producteur, le montant de ces frais;

m. quand il y a lieu, le montant, mentionné séparément, de toute prime, réduction de prix, retenue ou charge supplémentaire appliquée, avec la justification précise de chacun de ce montant.

1. Quand un document de paiement concerne des livraisons de lait biologique, l'acheteur peut, s'il le souhaite, déroger aux obligations du point 3 en respectant l'ensemble des règles suivantes :

a. le montant de la prime pour le lait biologique, visée au point B.5. de la présente annexe, est intégré dans le prix de base, visé au point 3, b.;

b. le prix de la matière grasse du lait et celui des protéines du lait, visés au point 3, i., sont adaptés pour intégrer la part du montant de la prime pour le lait biologique qui concerne chacun de ces deux critères;

c. la prime pour le lait biologique et son montant ne sont pas mentionnés sur le document de paiement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1162

[2009/201393]

29. JANUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, und des Artikels 4, ersetzt durch das Gesetz vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. August 1980 zur Einführung eines Kontrollzeichens für die Milch, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1996;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. März 1994 bezüglich der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen für die Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der Milch, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. September 2000 und 21. Dezember 2006;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. März 1994 bezüglich der Zulassung der Milchbetriebe und der Käufer, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. September 2000 und 22. Dezember 2005;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. März 1994 bezüglich der Milchproduktion und der Einrichtung einer amtlichen Kontrolle der an die Käufer gelieferten Milch, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 11. Juli 1996, 3. September 2000 und 21. Dezember 2006;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 17. März 1994 bezüglich der amtlichen Bestimmung der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 11. Juli 1996, 4. Oktober 2000, 6. Oktober 2000, 28. Dezember 2000, 21. Dezember 2001, 27. Februar 2003, durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2004;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. Juli 1994 bezüglich der Dokumente für die Zahlung der Milch an die Erzeuger, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 20. Oktober 2001;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 13. September 2004;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 9. April 2008, deren Bericht am 7. Mai 2008 von der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft genehmigt worden ist;

Aufgrund des am 13. Oktober 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.192/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:1^o Minister: der Minister der Landwirtschaft;2^o Verwaltung: die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;3^o Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;4^o Milch: die Rohmilch als Erzeugnis des Melkens einer oder mehrerer Kühe;5^o Erzeuger: der in Artikel 1 6^o des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse erwähnte Erzeuger;6^o Milchproduktionseinheit: die in Artikel 1 10^o des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse erwähnte Produktionseinheit;7^o Lieferung: die Milchmenge, die ein Erzeuger an ein und demselben Datum an einen Käufer liefert und die Gegenstand eines oder mehrerer Ladevorgänge ist;8^o Ladevorgang: der effektive Transfer einer Milchmenge zwischen einem Behälter des Erzeugers und einem zugelassenen Sammelfahrzeug mit Hilfe der Pumpvorrichtung dieses Fahrzeugs;9^o die Sammlung: der Transport einer Lieferung ab dem Befüllen in einem oder mehreren Vorgängen innerhalb der Milchproduktionseinheit bis zu dem Entladen;10^o der Käufer: die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen und/oder juristischen Personen, die Milch von dem Erzeuger ankauft:

a) um sie einem oder mehreren Vorgängen der Sammlung, Verpackung, Lagerung und Kühlung oder der Verarbeitung (einschließlich der Lohnveredelung), zu unterwerfen;

b) um sie einem oder mehreren Unternehmen, die Milch oder sonstige Milcherzeugnisse behandeln oder verarbeiten, zu überlassen;

11^o der zugelassene Käufer: der in Punkt 10^o angeführte Käufer, der von einer zuständigen belgischen Behörde für die Zulassung der Käufer nach Artikel 23 der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 30 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor zugelassen worden ist;12^o der Zeitraum: der Zeitraum von zwölf Monaten vom 1. April bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres.**Art. 2** - Mit Ausnahme der Bestimmungen von Kapitel 4 sind die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses anwendbar auf jede Lieferung, die auf jeglicher Milchproduktionseinheit, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, getätigt wird.

Die Bestimmungen von Kapitel 4 sind anwendbar auf jegliche Lieferung, die von einem zugelassenen Käufer bezahlt wurde, dessen Räumlichkeiten sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden gemäß Artikel 23 Absatz 2 *b* der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 23. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor.

KAPITEL II — Kontrolle der Zusammensetzung der Milch

Abschnitt 1 — Grundsätze

Art. 3 - Es ist einem Erzeuger untersagt, einem anderen Käufer als einem zugelassenen Käufer aus einer seiner Milchproduktionseinheiten, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, Milch zu liefern.

Es ist einem Käufer, der nicht zugelassen ist, untersagt, Milch von einem Erzeuger zu beziehen.

Art. 4 - Es ist einem zugelassenen Käufer untersagt, Milch oder Milcherzeugnisse, die aus Milch einer sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindlichen Produktionseinheit gewonnen werden, in Verkehr zu bringen, anzubieten, auszustellen oder zum Verkauf anzubieten oder sie für den Verkauf zu transportieren, sie zu verkaufen oder zu liefern, falls diese Milch nicht einer Kontrolle ihrer Zusammensetzung nach den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bestimmungen unterzogen worden ist, oder falls sie nicht unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bestimmungen abgeholt worden ist.

Abschnitt 2 — Sammlung der Milchlieferungen

Art. 5 - Eine Lieferung besteht ausschließlich aus einer der Milchsorten, die in Anlage 1, Punkt *B* bestimmt werden. Jeder Ladevorgang betrifft nur eine Lieferung. Falls unterschiedliche Milchsorten innerhalb derselben Milchproduktionseinheit mit demselben Sammelfahrzeug abgeholt werden, so ist ihre Ladung Gegenstand getrennter Ladevorgänge.

Art. 6 - § 1 - Das Abholen einer Lieferung wird durch den Käufer gewährleistet; Dieses Abholen darf nur mit einem Fahrzeug durchgeführt werden, das zu diesem Zweck von einer nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet, zugelassen wurde, es sei denn der zugelassene Käufer erfüllt die in Anlage 1 Punkt *C* angeführten Bedingungen, um als kleiner Käufer gewertet zu werden.

§ 2 - Um für das Abholen zugelassen zu werden, muss ein Fahrzeug die Bedingungen erfüllen, die durch die in § 1 angeführte interprofessionelle Einrichtung festgelegt und durch den Minister in Anwendung von Artikel 11 4° genehmigt worden sind; zu diesen Bedingungen gehört insbesondere jene, wonach das Fahrzeug die folgenden funktionstüchtigen festen Ausrüstungen besitzt:

a) ein System zur automatischen Registrierung der Identifizierungsdaten der geladenen Milchmengen nach Artikel 7 § 1;

b) eine Vorrichtung für die automatische Entnahme einer Probe der geladenen Milch, die nach einem zugelassenen Probesystem arbeitet.

§ 3 - Um genehmigt zu werden und zu bleiben muss das Probesystem die Bedingungen erfüllen, die gemeinsam von der in § 1 angeführten interprofessionellen Einrichtung und einer der in Artikel 14 § 2 angeführten mit der wissenschaftlichen Betreuung beauftragten Einrichtungen festgelegt werden. Diese Bedingungen können ständig auf den Internetseiten der interprofessionellen Einrichtung eingesehen werden.

Die Prüfung der Übereinstimmung der Probesysteme mit diesen Bedingungen wird ebenfalls von den beiden vorerwähnten Einrichtungen gewährleistet.

Art. 7 - § 1 - Beim Abholen werden die Identifizierungsdaten der geladenen Milchmengen, die in Anlage 1 Punkt *D* festgelegt werden, bei jedem Ladevorgang registriert nach den Vorschriften, die in dem in Artikel 11 4° angeführten normativen Dokument erläutert werden.

§ 2 - Bei dem Abholen einer Lieferung wird bei jedem Ladevorgang eine Probe entnommen, um die Zusammensetzung der Milch zu überprüfen. Diese Probenahme sowie die Identifizierung der Probe werden nach dem Vorschriften durchgeführt, die in dem in Artikel 11 4° angeführten normativen Dokument erläutert werden.

Falls für die Milchproduktion von drei Tagen wenigstens eine Probe entnommen wird, so kann eine Höchstmenge von hundert Litern aus dieser Produktion, in einer Lieferung oder in mehreren Teillieferungen geliefert werden, ohne dass dabei eine Probe entnommen wird, wenn diese Menge(n) abgeholt wird bzw. werden.

§ 3 - Die in § 2 angeführte Probenahme wird von einer natürlichen Person durchgeführt, die eine Lizenz besitzt, die ihr von der nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet, erteilt worden ist.

Die Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Lizenz zur Probenahme werden in dem in Artikel 11 4° angeführten normativen Dokument angeführt.

Abschnitt 3 — Modalitäten für die Kontrolle der Milchezusammensetzung

Art. 8 - § 1 - Die Lieferungen sind Gegenstand einer Kontrolle der Zusammensetzung der Milch durch die nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassene interprofessionelle Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet.

§ 2 - In Abweichung von den Bestimmungen von § 1 hat die interprofessionelle Einrichtung die Möglichkeit, die Ausführung der Kontrolle der Zusammensetzung der Milch auf eine andere interprofessionelle Einrichtung zu übertragen, die nicht für das Gebiet der Produktionseinheit, die die Milch liefert, zuständig ist, unter der Bedingung, dass die Durchführungsbedingungen der Kontrolle der Zusammensetzung der Milch durch diese andere interprofessionelle Einrichtung gleichwertig sind mit jenen, die durch den vorliegenden Erlass verlangt werden, und dass der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, der als Vertreter des Ministers bezeichnet wurde, dieser Übertragung stattgibt.

Der Übertragungsantrag wird nach den Anweisungen der Dienststelle an diese gerichtet, gemeinsam mit dem schriftlichen Einverständnis des betreffenden Erzeugers und des betreffenden Käufers.

§ 3 - Die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch wird für die in der Anlage 1 bestimmten Kriterien gemäß den Bestimmungen der Anlage 1 Punkt *F* durchgeführt und zwar in den in der Anlage 1 Punkt *G* festgelegten Abständen.

§ 4 - Die Methoden für Routineanalysen, die für die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch angewandt werden und die die in der Anlage 1 Punkt *F*, 2 festgelegten Grundsätze beachten, müssen vorab durch den Minister oder durch seinen in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertreter genehmigt werden, nachdem das Gutachten der in

Artikel 14 § 2 angeführten mit der wissenschaftlichen Betreuung beauftragten Einrichtungen eingeholt wurde.

§ 5 - Die Geräte, die verwendet werden, um die Routineanalysen im Rahmen der Kontrolle der Zusammensetzung der Milch durchzuführen, müssen durch den Minister oder durch seinen in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertreter genehmigt werden, bevor sie zum Einsatz gelangen; die Zulassung wird erteilt, nachdem das Gutachten der in Artikel 14 § 2 angeführten mit der wissenschaftlichen Betreuung beauftragten Einrichtungen eingeholt wurde, falls erwiesen ist, dass die in § 4 erwähnten Methoden für Routineanalysen anhand dieser Geräte sachgemäß angewandt werden können.

Jeder Erwerb eines neuen Gerätes für die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch muss der Dienststelle vorab mitgeteilt werden.

§ 6 - Die Liste der zugelassenen Routinemethoden und der zugelassenen Geräte für die Analyse der Zusammensetzung der Milch wird von der Dienststelle auf den Webseiten der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht und aktualisiert.

Art. 9 - Die in Artikel 8 erwähnte zugelassene interprofessionelle Einrichtung übermittelt dem Erzeuger sowie dem zugelassenen Käufer, dem die Milch geliefert wurde, die Ergebnisse der Kontrolle der Zusammensetzung der Milch.

KAPITEL III — Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen und der Einrichtungen zur wissenschaftlichen Betreuung

Art. 10 - Um die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch durchführen zu können muss die interprofessionelle Einrichtung eine von dem Minister ausgestellte Zulassung besitzen.

Art. 11 - Um für die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch zugelassen zu werden und zu bleiben, muss eine interprofessionelle Einrichtung die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° in der Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck gegründet worden sein, gemäß den Bedingungen des Gesetzes vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck, Internationale Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen, und den Minister unverzüglich von jeglicher Änderung der Satzungen, die bei der Zulassung gültig waren, informieren;

2° ihren Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben und ihre Aktivitäten im Rahmen der Kontrolle der Zusammensetzung der Milch, einschließlich der Analysen, innerhalb des von dem Minister oder von seinem in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertreter zugewiesenen territorialen Bezirks ausführen;

3° in den Satzungen folgendes festlegen:

a) auf Ebene der Generalversammlung;

1. die Erzeuger des in Punkt 2° erwähnten Bezirks und die zugelassenen Käufer, durch die diese Erzeuger die Milch abtransportieren lassen oder an die sie Milch liefern, sind vertreten;

2. eine paritätische Vertretung der in dem oben angeführten Punkt 1 erwähnten Erzeuger und Käufer muss gewährleistet sein, entweder durch die Anzahl der Mitglieder oder durch eine Anpassung der Stimmberechtigung der Mitglieder innerhalb der Generalversammlung;

b) der Verwaltungsrat muss eine gleiche Anzahl Vertreter der Erzeuger und Vertreter der zugelassenen Käufer umfassen;

4° ein normatives Dokument ausarbeiten, das die Modalitäten für die Kontrolle der Zusammensetzung der Milch anführt.

Dieses Dokument umfasst wenigstens:

a) die Modalitäten für die Sammlung, die wenigstens folgendes umfassen:

1. die Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Zulassung eines Sammelfahrzeugs,

2. die von den Käufern an die interprofessionelle Einrichtung zu übermittelnden Informationen und Dokumente über die Organisation der Sammlung und der Identifizierung der Erzeuger,

3. die Vorschriften für die Registrierung der Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen,

4. die Vorschriften für die Entnahme und die Identifizierung der Probe bei jedem Ladevorgang einer Lieferung,

5. die Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Lizenz für die Probenahme,

6. die Bedingungen für den Transport und die Aufbewahrung der Proben zwischen dem Verlassen der Milchproduktionseinheit und der Analyse durch die zuständige zugelassene interprofessionelle Einrichtung;

b) die Modalitäten der Analysen;

c) die Modalitäten für die Auslegung der Ergebnisse;

d) die Modalitäten für die Übermittlung der Ergebnisse an den Erzeuger und die zugelassenen Käufer;

e) das Verfahren für die Behandlung der Beanstandungen der Ergebnisse;

f) das System der Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten;

g) das Verfahren für die Beanstandungen der Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten.

Dieses normative Dokument muss durch den Minister genehmigt werden. Es bildet die Anlage des Ministerialerlasses zur Zulassung der interprofessionellen Einrichtung; jegliche Änderung dieses Dokuments ist Gegenstand eines Ministerialerlasses.

Das normative Dokument ist ständig auf den Internetseiten der interprofessionellen Einrichtung einzusehen;

5° über nach der europäischen Norm EN ISO/IEC 17025 akkreditierte Labors verfügen für die im Rahmen der Kontrolle der Milchzusammensetzung durchgeführten Analysen;

6° eine ausführliche Beschreibung der verwendeten Methode(n) zur Kontrolle aller Parameter der Zusammensetzung der Milch nach den Bestimmungen der Anlage 1 Punkt H, erstellen; diese Beschreibung sowie jede Änderung muss vorab dem Minister oder seinem in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertretenden zur Genehmigung unterbreitet werden.

7° auf die nach den Bestimmungen von Artikel 14 organisierten wissenschaftliche Betreuung zurückgreifen;

8° den leitenden Beamten der Dienststelle oder seinen bezeichneten Stellvertreter zu allen Sitzungen der Vollversammlung und zu allen Sitzungen des Verwaltungsrates als Beobachter einladen und der Dienststelle die Sitzungsprotokolle übermitteln;

9° die Ergebnisse der Kontrolle der Milchzusammensetzung an die Dienststelle und/oder die von dem leitenden Beamten der Dienststelle bezeichnete Einrichtung weiterleiten;

10° sich der Inspektion und den Kontrollmaßnahmen der Dienststelle unterziehen und den Anweisungen des leitenden Beamten der Dienststelle Folge leisten;

11° die Kontrollen der Milchezusammensetzung gemäß den in dem vorliegenden Erlass oder in Ausführung dieses Erlasses festgelegten Bestimmungen durchführen.

Art. 12 - § 1 - Der Minister ist befugt, der interprofessionellen Einrichtung die Zulassung zu entziehen, falls die in Artikel 11 festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

Der Minister teilt dem Betreffenden die Gründe und die vorgesehene Maßnahme durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder ein dem Empfänger gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigtes Schreiben mit.

Der Betreffende verfügt über fünfzehn Tage ab dem Datum der Zustellung des Einschreibens oder der Aushändigung des Schreibens, um dem Minister mit einem Einschreiben seine Beanstandungen mitzuteilen und den Minister ggf. zu bitten, von ihm oder von seinem Stellvertreter angehört zu werden, oder um Verbesserungsvorschläge zu unterbreiten, um auf die angeführten Gründe einzugehen. Nach Ablauf dieser Frist ist dieses Schreiben nicht mehr zulässig.

Der Minister verfügt anschließend über dreißig Tage, um den Betreffenden ggf. anzuhören, eine Entscheidung zu treffen und ihm diese durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder ein dem Empfänger gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigtes Schreiben mitzuteilen.

§ 2 - Falls auf dem Gebiet der Wallonischen Region keine zuständige zugelassene interprofessionelle Einrichtung besteht, ist der Minister befugt, entweder einer anderen im Rahmen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung die Zuständigkeit für dieses Gebiet zu übertragen, oder eine Einrichtung zuzulassen, die wenigstens die in Artikel 11 aufgeführten Anforderungen erfüllt, mit Ausnahme der Punkte 1° und 3°.

Art. 13 - Die zugelassene interprofessionelle Einrichtung kann den Betrag einer Einbehaltung zu Lasten der Erzeuger bestimmen, um ihre Aktivitäten im Rahmen des vorliegenden Erlasses zu finanzieren. Dieser Betrag darf den Betrag der tatsächlichen Unkosten, die bei der Ausführung ihrer Aufgaben zu Lasten der Einrichtung der Einrichtung entstehen, nicht übersteigen; Bevor dieser Betrag festgelegt oder abgeändert werden kann, ist die Zustimmung des Ministers oder seines in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertreters erforderlich.

Art. 14 - § 1 - Die wissenschaftliche Betreuung der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtungen umfasst wenigstens:

a) die Organisation der Tests, die ermöglichen, zu überprüfen, dass die für die Durchführung der Analysen zur Kontrolle der Milchezusammensetzung verwendeten Geräte einwandfrei funktionieren;

b) die Vorbereitung der Referenzproben, die bei den Analysen zur Kontrolle der Milchezusammensetzung verwendet werden;

c) die Abgabe eines wissenschaftlichen Gutachtens über die Zusammensetzung der Milch;

d) die Zulassung von Systemen zur Probenahme, auf deren Grundlage die an den zugelassenen Sammelfahrzeugen fest angebrachten Geräte zur automatischen Probenahme funktionieren.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Einrichtungen zur wissenschaftlichen Betreuung werden in Anlage 1 Punkt I bezeichnet. Die Labors dieser Einrichtungen werden und bleiben nach der europäischen Norm EN ISO/IEC 17025 akkreditiert.

§ 3 - Die Verfahren für die Umsetzung der wissenschaftlichen Betreuung werden in einem Dokument beschrieben, dass von den mit dieser Betreuung beauftragten Einrichtungen erarbeitet worden ist. Dieses Dokument sowie jede Änderung ist vorab dem Minister oder seinem in Artikel 8 § 2 angeführten Stellvertreter zur Zustimmung vorzulegen; Im Anschluss an diese Zustimmung wird das Dokument auf den Internetseiten der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht.

§ 4 - Die mit der wissenschaftlichen Betreuung beauftragten Einrichtungen übermitteln der Dienststelle und den zugelassenen interprofessionellen Einrichtungen jährlich das Ergebnis ihrer Arbeiten.

KAPITEL IV — *Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger*

Art. 15 - Der zugelassene Käufer sammelt und bezahlt ausschließlich Milchlieferungen einer der in Anlage 1 Punkt B angeführten Sorten.

Art. 16 - Die Zahlung der Milch durch den Käufer an die Erzeuger wird für jede der in Artikel 15 definierten Milchsorten, die geliefert werden, getrennt vorgenommen. Dabei werden die in Anlage 2 Punkt A bis C angeführten Bedingungen beachtet.

Art. 17 - Die Dokumente für die Zahlung der Milch durch den zugelassenen Käufer an die Erzeuger genügen den in Anlage 2 Punkt D angeführten Anforderungen.

Art. 18 - Im Hinblick auf die Kontrolle der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses stellt der zugelassene Käufer der Dienststelle nach deren Anweisungen alle an die Erzeuger, die ihm Milch geliefert haben, ausgestellten Zahlungsdokumente, die finanzielle Transaktionen zwischen dem Käufer und diesen Erzeugern betreffen, zur Verfügung, sowie alle sonstigen Informationen, die für die Überwachung der Auflagen des vorliegenden Kapitels erforderlich sind, insbesondere die Beschreibung aller auf den Zahlungsdokumenten, die im Rahmen der Zahlung der Milch an die Erzeuger verwendet werden, angeführten Kriterien.

KAPITEL V — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 19 - Der Minister ist befugt, die Anlagen des vorliegenden Erlasses zu ändern, um sie an die wissenschaftliche und technische Weiterentwicklung der in dem vorliegenden Erlass behandelten Bereiche anzupassen, insofern die grundlegenden Aspekte des Erlasses dadurch nicht in Frage gestellt werden.

Der Minister ist ebenfalls befugt, die Bestimmungen von Anlage 2 Punkt C auf gemeinsame Anfrage der repräsentativen Berufsorganisationen der zugelassenen Käufer und Erzeuger abzuändern, vorausgesetzt, die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtungen erteilen ihre Zustimmung.

Art. 20 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Verwaltung oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

KAPITEL VI — *Schluss und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 21 - § 1 - Im Titel des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 13. September 2004, wird der Wortlaut "und der Zusammensetzung" gestrichen.

§ 2 - In demselben Ministerialerlass werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 1, 2 und 4 wird der Wortlaut "und der Zusammensetzung" gestrichen;

2° in Artikel 6 Absatz 1 wird der Wortlaut "und der Zusammensetzung" und der Wortlaut "einer Zusammensetzung" gestrichen;

§ 3. In demselben Ministerialerlass werden aufgehoben:

1° in der Anlage 1 die Punkte 2, 3 und 4;

2° in der Anlage 2 die Punkte 4 und 7;

Art. 22 - Der Königliche Erlass vom 3. März 1994 bezüglich der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen für die Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der Milch, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. September 2000 und 21. Dezember 2006, wird aufgehoben.

Art. 23 - Der Königliche Erlass vom 7. März 1994 bezüglich der Zulassung der Milchbetriebe und der Käufer, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. September 2000 und 22. Dezember 2005, wird aufgehoben.

Art. 24 - Der Königliche Erlass vom 17. März 1994 bezüglich der Milchproduktion und der Einrichtung einer amtlichen Kontrolle der an die Käufer gelieferten Milch, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 11. Juli 1996, 3. September 2000 und 21. Dezember 2006 wird aufgehoben.

Art. 25 - Der Ministerialerlass vom 17. März 1994 bezüglich der amtlichen Bestimmung der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 11. Juli 1996, 4. Oktober 2000, 6. Oktober 2000, 28. Dezember 2000, 21. Dezember 2001, 27. Februar 2003, durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2004, wird aufgehoben.

Art. 26 - Der Ministerialerlass vom 1. Juli 1994 bezüglich der Dokumente für die Zahlung der Milch an die Erzeuger, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 20. Oktober 2001, wird aufgehoben.

Art. 27 - Der Königliche Erlass vom 26. August 1980 zur Einführung eines Kontrollzeichens für die Milch, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1996, wird aufgehoben.

KAPITEL VII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 28 - Im Laufe der drei ersten Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses werden die Ergebnisse der Kontrolle der Zusammensetzung der in Artikel 9 angeführten Milch, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erzielt wurden, berücksichtigt.

Art. 29 - Wenn das zugelassene und identifizierte Gerät zur Probenahme, das an einem Tankwagen (Sammelfahrzeug) befestigt worden ist, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgreich die Kontrollen zur Aufrechterhaltung der Zulassung, die nach den Bestimmungen von Artikel 5 § 2 des Ministerialerlasses vom 17. März 1994 bezüglich der amtlichen Bestimmung der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch durchgeführt worden sind, durchlaufen hat, so gilt das Sammelfahrzeug, an dem dieses Gerät befestigt ist, während höchstens zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 § 2 als zugelassen.

Art. 30 - In Abweichung von Artikel 7 § 3 bleibt die in Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 17. März 1994 bezüglich der Milchproduktion und der Einrichtung einer amtlichen Kontrolle der an die Käufer gelieferten Milch, bis zum Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer gültig. Nachdem die Gültigkeitsdauer abgelaufen ist, muss die natürliche Person, die die Sammelaktivitäten weiterführen möchte, eine Lizenz nach Artikel 7 § 3 erhalten.

Art. 31 - Die gemäß dem Königlichen Erlasses vom 3. März 1994 bezüglich der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen für die Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der Milch, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. September 2000 und 21. Dezember 2006, zugelassenen interprofessionellen Einrichtungen behalten diese Zulassung, deren Wert dem einer Zulassung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung entspricht, für eine Dauer von höchstens vierundzwanzig Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses. Diese Zulassung wird entzogen, sobald der interprofessionellen Einrichtung eine Zulassung nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewährt wird.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Ablauf der zehntägigen Frist folgt, die am Tag nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beginnt.

Art. 33 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE 1

Nicht-finanzielle Modalitäten für die Milchlieferungen der Erzeuger an die zugelassenen Käufer

A. Definitionen.

1. Vollmilch: Milch, deren natürlicher Fettgehalt nicht verändert worden ist.
2. Entrahmte Milch: Milch, deren Fettgehalt auf maximal 5 gr./l herabgesetzt worden ist.
3. Fettgehalt: der Fettanteil, ausgedrückt in Gramm pro Liter Milch bis zum Zehntel.
4. Proteingehalt: die Gesamtmenge an Stickstoff (das Ergebnis der Multiplikation der Stickstoffmenge mit dem Koeffizienten 6,38), ausgedrückt in Gramm pro Liter Milch bis zum Zehntel.

B. Milchsorten, die in Anwendung der Artikel 5 und 15 für die Lieferung zugelassen sind.

Nur die folgenden Milchsorten sind für die Lieferung zugelassen:

1. Vollmilch.
2. Entrahmte Milch.

C. Bedingen, um einen zugelassenen Käufer als kleinen Käufer nach Artikel 6 § 1 anzuerkennen.

Ein kleiner Käufer ist ein zugelassener Käufer, der bei Zusammenrechnung der Lieferungen aller zugelassenen Milchsorten höchstens 500 000 Liter Milch bei höchstens 5 verschiedenen Erzeugern während des Zeitraums vor dem laufenden Zeitraum gekauft hat.

D. Daten, die für die Anwendung von Artikel 7 § 1 bei jedem Ladevorgang der gelieferten Milch zu registrieren sind.

1. die Identifizierung des Erzeugers und der Produktionseinheit; diese Angaben können durch eine Arbeitsnummer zusammengefasst werden, die jedem Käufer eigen ist, unter der Bedingung, dass die Entsprechung zwischen diesen Angaben und der Arbeitsnummer jederzeit hergestellt werden kann;

2. die Anzahl Liter der gesammelten Milch;
3. Tag und Uhrzeit des Ladevorgangs.

E. Kriterien für die Kontrolle der Milchezusammensetzung für die Anwendung von Artikel 8 § 3.

1. Fettgehalt.
2. Proteingehalt.
3. Gerfrierpunkt.

F. Referenzmethoden und Grundsätze der Routinemethoden für die Kontrolle der Zusammensetzung der an die zugelassenen Käufer gelieferten Milch für die Anwendung von Artikel 8 § 3.

1. Referenzmethoden

a. Bestimmung des Fettgehalts:

i. Als Referenzmethode für die Bestimmung des Fettgehalts wird die Röse-Gottlieb-Methode angewandt, die in der internationalen Norm IDF 1D: 1996 oder der neuesten Fassung beschrieben wird.

ii. Prinzip: Der Fettgehalt wird durch Extraktion des Fettes aus einer Ammoniak-Alkohollösung der Probe mit Diäthyläther und Petroläther und anschließender Verdampfung der Lösungsmittel und Berechnung als Massenprozent der Probe bestimmt.

b. Bestimmung des Proteingehalts:

i. Als Referenzmethode für die Bestimmung des Proteingehalts wird die Kjeldahl-Methode angewandt, die in der internationalen Norm ISO 8968-2/IDF 20-2: 2001 oder der neuesten Fassung beschrieben wird.

ii. Prinzip: Eine Milchprobe wird mit einer Mischung konzentrierter Schwefelsäure und Kaliumsulfat in Gegenwart von Kupfersulfat (II) als Katalysator aufgeschlossen. Dabei wird der Aminostickstoff des Eiweißes in Ammoniumsulfat übergeführt. Durch Zugabe von Natriumhydroxidlösung zu der gekühlten Säurelösung wird Ammoniak freigesetzt. Dieser Ammoniak wird durch Destillation in eine Borsäurevorlage übergetrieben. Die so erhaltene Menge Ammoniak wird anschließend mit einer Chlorwasserstoffsäure titriert und der Stickstoffgehalt wird auf der Grundlage der Menge des erzeugten Ammoniaks berechnet. Der Stickstoff wird durch eine Multiplikation mit dem Faktor 6,38 in Protein umgewandelt.

c. Bestimmung des Gerfrierpunkts:

i. Als Referenzmethode für die Bestimmung des Gefrierpunkts wird das Thermistor-Kryoskop Verfahren angewandt, das in der internationalen Norm FIL 108 B: 1991 oder der neuesten Fassung beschrieben wird.

ii. Prinzip: Eine Milchprobe wird bis zu einer dem Gerät angemessenen Temperatur gekühlt und die Kristallisierung wird durch mechanische Vibration eingeleitet. Die Kristallisierung führt zu einem raschen Anstieg der Temperatur bis zu einer Schwelle, die dem Gefrierpunkt der Probe entspricht. Das Gerät wird anhand von zwei Standardlösungen kalibriert.

2. Grundsätze der Routinemethoden

a. Bestimmung des Fettgehalts und des Proteingehalts:

i. Diese Bestimmung wird durch Spektrophotometrie im mittleren Infrarotbereich durchgeführt.

ii. Prinzip: Das Fett und das Eiweiß in der Milch beinhalten spezifische Verbindungen, die das Licht bestimmter Wellenlängen im mittleren Infrarotbereich absorbieren. Die elektromagnetische Absorption, die in diesem Wellenlängenbereich gemessen wird, ermöglicht die quantitative Bestimmung des Fettgehalts und des Eiweißgehalts der Milch. Der gegenseitige Einfluss der Bestandteile der Milch (Fettstoffe, Eiweiß und Laktose) wird durch die Anwendung von Faktoren zur gegenseitigen Korrektur ausgeglichen. Die so erzielten Absorptionen werden unter Zugrundelegung der Referenzmethode gemessen.

b. Bestimmung des Gefrierpunktes:

Die Bestimmung des Gefrierpunkts wird anhand einer indirekten Methode durchgeführt, die auf einer Spektrophotometrie im mittleren Infrarotbereich in Verbindung mit einer Messung der Leitfähigkeit beruht.

G. Analysefrequenz für die Kontrolle der Zusammensetzung der bei einem Erzeuger gesammelten Milch für die Anwendung von Artikel 8 § 3.

Für die unter Punkt E angeführten Kriterien: Jede einer Lieferung entsprechende Probe muss analysiert werden, es sei denn diese Probe wird nach den Modalitäten für die Auslegung der Ergebnisse, die das normative Dokument in Anwendung von Artikel 11 4^o, c) beinhalten muss, für nicht repräsentativ erklärt.

H. Detaillierte Beschreibung der angewandten Methode(n) für die Kontrolle aller Parameter der Milchezusammensetzung gemäß Artikel 11 6°.

Die detaillierte Beschreibung jeder der angewandten Methoden muss zumindest die folgenden Elemente anführen:

1. Prinzip.
2. Messbereich.
3. Reagenzien: Herkunft, Erzeugung, Haltbarkeit, Aufbewahrungsbedingungen.
4. Geräte und Ausrüstung: Name, Lieferant der Geräte, Beschreibung des Zubehörs.
5. Vorbereitung der Proben.
6. Verfahren:
 - a. für die Verfahren unter Einsatz von Geräten eine Beschreibung der Anlaufphase und der Kalibrierung des Geräts;
 - b. Durchführung der Methode;
 - c. Beschreibung der internen Kontrolle der Methode anhand von Blindproben und Standardproben;
 - d. Beschreibung der Registrierung der durchgeführten Kontrollen;
 - e. Ausdruck des Ergebnisses.
- I. Für die wissenschaftliche Betreuung nach Artikel 14 bezeichnete Einrichtungen.

Die Abteilung Qualität der landwirtschaftlichen Produktionen des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und die Labors, mit denen diese Einrichtung einen Kooperationsvertrag zur Gewährleistung der wissenschaftlichen Betreuung abgeschlossen hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtung beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE 2

Modalitäten und Dokumente für die Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger

A. Definitionen:

1. Standardmilch: Gekühlte Milch mit einem Fettgehalt von 38,0 g/l und einem Proteingehalt von 33,5 g/l.
2. Grundpreis der Milch: Preis für 100 Liter Standardmilch ab der Milchproduktionseinheit aussch. MwSt. ohne Prämien oder Ermäßigungen nach folgender Berechnung: (Preis des zugelassenen Käufers für 100 Kg Milchfett multipliziert durch 0,0380) + (Preis des zugelassenen Käufers für 100 Kg Eiweiß multipliziert durch 0,0335).
3. Effektives Ergebnis: Durch die Analyse der Milchprobe erzielte Messung.

B. Normen für die Zahlung der Milch an den Erzeuger:

1. Pro Sorte gelieferter Milch nach Artikel 15 bestimmt der zugelassene Käufer den angebotenen Preis pro 100 Kg Milchfett und den angebotenen Preis für 100 Kg Eiweiß.
2. Pro Sorte gelieferter Milch nach Artikel 15 bestimmt der zugelassene Käufer den angebotenen Grundpreis für die Milch.
3. Die einzigen Preisminderungen und Abzüge in Zusammenhang mit der Zusammensetzung und der Qualität der Milch, die durch den Käufer bei der Zahlung seiner Lieferungen an den Erzeuger angewandt werden können, sind jene, die in Punkt C definiert werden.
4. Keine Prämie für eines oder mehrere Qualitätskriterien der Rohmilch von Kühen, die in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen angeführt werden, darf durch den zugelassenen Käufer gewährt werden, mit Ausnahme einer Prämie von 0,50 Euro pro 100 Liter, falls die nachfolgenden Anforderungen erfüllt sind:

1° die Lieferung, auf die sich die Prämie bezieht, war nicht Gegenstand der unter Punkt C angeführten Preisminderungen und Abzüge.

2° diese Prämie wird unter Ausschluss jeder Diskriminierung durch den zugelassenen Käufer gewährt für jede Lieferung, die alle die durch diesen zugelassenen Käufer definierten Gewährungsbedingungen erfüllen.

Eine Prämie kann unter Ausschluss jeder Diskriminierung durch den zugelassenen Käufer gewährt werden für jegliche Lieferung von Biomilch.

C. Preisminderungen und Abzüge.

Preisminderungen und Abzüge, die einerseits an die Kriterien gebunden sind, die unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Kriterien für die Zusammensetzung der Milch berücksichtigt werden und andererseits an die Qualitätskriterien der Kuhmilch, die in dem Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen angeführt werden, müssen jedesmal angewandt werden, wenn die in dem vorliegenden Punkt angeführten Anforderungen erfüllt sind: Diese Preisminderungen und Abzüge sind die Folgenden:

1. Preisminderungen:

1° Pro Strafpunkt wendet der Käufer eine Preisminderung von 0,62 Euro pro 100 Liter Milch an.

2° Gerfrierpunkt: das berücksichtigte Ergebnis ist der arithmetische Durchschnitt aller tatsächlichen über einen Monat hinweg erzielten Ergebnisse.

Falls festgestellt wird, dass das Ergebnis einen Wert von mehr als "– 0,510 °C" erreicht, so wird auf die Mengen, die der Erzeuger im Laufe des Monats, in dem die Kontrolle durchgeführt worden ist, geliefert hat, ein Strafpunkt angewandt.

3° Zählung von Keimen: das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt aller tatsächlichen über einen Zeitraum von zwei Monaten hinweg erzielten Ergebnisse.

Die Anzahl der Strafpunkte, die auf die Mengen angewandt werden, die der Erzeuger im Laufe des Monats, in dem das Ergebnis bestimmt worden ist, hängt von diesem Ergebnis und von den vorherigen Ergebnissen ab, wie in der nachstehend angeführten Tabelle erläutert wird:

Ergebnis (Keime/ml)	Strafen (Punkte)
Das Ergebnis beträgt höchstens 100 000	0
Das Ergebnis liegt über 100 000	1
Das Ergebnis liegt zweimal nacheinander über 100 000	2
Das Ergebnis liegt dreimal nacheinander über 100 000	4
Das Ergebnis liegt viermal nacheinander über 100 000	6
Mehr als vier aufeinander folgende Ergebnisse über 100 000	8

4° Bestimmung der Anzahl Körperzellen: das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt aller tatsächlichen über einen Zeitraum von drei Monaten hinweg erzielten Ergebnisse.

Die Anzahl der Strafpunkte, die auf die Mengen angewandt werden, die der Erzeuger im Laufe des Monats, in dem das Ergebnis bestimmt worden ist, hängt von diesem Ergebnis und von den vorherigen Ergebnissen ab, wie in der nachstehend angeführten Tabelle erläutert wird:

Ergebnis (Zellen/ml)	Strafen (Punkte)
Das Ergebnis beträgt höchstens 400 000	0
Das Ergebnis liegt über 400 000	1
Das Ergebnis liegt zweimal nacheinander über 400 000	2
Das Ergebnis liegt dreimal nacheinander über 400 000	4
Das Ergebnis liegt viermal nacheinander über 400 000	6
Mehr als vier aufeinander folgende Ergebnisse über 400 000	8

5° Prüfung der sichtbaren Sauberkeit der Milch: Wird festgestellt, dass das Ergebnis "nicht zufriedenstellend ist" unter Zugrundelegung der Kriterien von Artikel 4 1°, d) des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, so werden auf die durch den Erzeuger im Laufe des Monats, in dem das betreffende Kriterium kontrolliert wurde, gelieferten Mengen 2 Strafpunkte angewandt.

2. Abzüge.

Rückstände von Antibiotika: falls Rückstände in der Probe einer Lieferung festgestellt werden, wird auf die gesamte Milchmenge dieser Lieferung ein Betrag von 29,75 Euro pro 100 Liter Milch einbehalten.

D. Dokumente für die Zahlung der Milch an die Erzeuger:

1. Die in Artikel 17 angeführten Zahlungsdokumente müssen auf der Grundlage der gelieferten Mengen (in Kg) Milchlieferte und Milcheiweiß erstellt werden.

2. Ein Zahlungsdokument wird dem Erzeuger für jeder der in Artikel 15 angeführten Sorten Milch vorgelegt. Falls die gelieferten Mengen für ein und dieselbe Sorte Milch sowohl biologische Milch als auch Milch, diese Eigenschaft nicht besitzt, umfassen, wird dem Erzeuger ein zusätzliches Zahlungsdokument vorgelegt, das ausschließlich die Biomilch betrifft.

3. Die Zahlungsdokumente umfassen zumindest die nachfolgenden Informationen:

a. die Erzeugernummer und die Nummer der Milchproduktionseinheit, die von der Verwaltung oder einer sonstigen regionalen zuständigen Behörde im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 1782/2003 erteilt worden ist;

b. der Basispreis (in Euro) pro 100 Liter der Sorte Milch, für die das Zahlungsdokument ausgestellt worden ist;

c. für jedes Datum, an dem die Lieferung stattgefunden hat, die gelieferte Menge (in Litern);

d. die gesamte gelieferte Menge (in Litern) für den Zeitraum, auf den sich das Zahlungsdokument bezieht;

e. der Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß dieser Gesamtmenge, die in Gramm pro Liter Milch (bis zum Zehntel) angeführt werden; jeder Durchschnittsgehalt ist der arithmetische Durchschnitt aller tatsächlichen Ergebnisse des Fettstoff- oder Eiweißgehalts über den betreffenden Zeitraum hinweg.

f. die zugeteilte Anzahl Strafpunkte, die zu einer Preisverringerung führt, und die für jedes einzelne Kriterium in Punkt C.1. definiert wird;

g. die Gesamtanzahl der Strafpunkte, die zu Preisminderungen führen;

h. falls der in Punkt C.2. definierte Abzug angewandt wird, die gesamte Liefermenge, auf die diese Einbehaltung angewandt wird;

i. der Preis des Milchlieferte und der Preis des Milcheiweiß in Euro pro 100 Kg, entsprechend der Milchsorte, für die das Zahlungsdokument ausgestellt wird;

j. die Mengen in Kg (bis zum Gramm) des gelieferten Milchlieferte und des gelieferten Milcheiweiß sowie die entsprechenden zu zahlenden Beträge;

k. der genaue Betrag des Abzugs zu Lasten des Erzeugers für die Finanzierung der Aktivitäten der interprofessionellen Einrichtung, die mit der Kontrolle der Zusammensetzung und der Qualität der Milch nach Artikel 13; dieser Betrag trägt die Bezeichnung "retenue O.I.", "afhouding I.O." oder "Abzug M.O.";

l. falls zusätzlich zu dem in Punkt k angeführten Abzug andere Kosten im Zusammenhang mit der Kontrolle der Zusammensetzung und der Qualität der Milch zu Lasten des Erzeugers entstehen, der Betrag dieser Kosten;

m. ggf. der getrennt angeführte Betrag von zusätzlich angewandten Prämien, Preisminderungen, Abzügen oder Unkosten mit der genauen Erläuterung dieses Betrags.

1. Falls dieses Zahlungsdokument Lieferungen von Biomilch betrifft, so kann der Käufer, falls er dies wünscht, von den in Punkt 3 erwähnten Verpflichtungen abweichen, insofern er die gesamten folgenden Auflagen erfüllt:

- a. der Betrag der Prämie für Biomilch, die in Punkt B.5 der vorliegenden Anlage erwähnt wird, wird in den in Punkt 3 b) angeführten Basispreis integriert;
- b. der Preis des Milchfettes und der Preis des Milcheiweiß, der in Punkt 3 i) erwähnt wird, wird angepasst, um den Teil des Betrags der Prämie für die Biomilch, der jedes dieser beiden Kriterien betrifft, zu integrieren;
- c. die Prämie für die Biomilch und ihr Betrag werden nicht auf dem Zahlungsdokument angeführt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtung beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1162

[2009/201393]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en 4, vervangen bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 augustus 1980 tot instelling van een controlemerk voor de melk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1994 betreffende de erkenning van interprofessionele organismen voor het bepalen van de samenstelling van melk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 2000 en 21 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1994 betreffende de erkenning van melkinrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 2000 en 22 december 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 maart 1994 betreffende de productie van melk en tot instelling van een officiële controle van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1996, 3 september 2000 en 21 december 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 maart 1994 betreffende de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 11 juli 1996, 4 oktober 2000, 6 oktober 2000, 28 december 2000, 21 december 2001, 27 februari 2003, bij het koninklijk besluit van 21 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 juli 1994 betreffende de melkafrekeningen aan de producenten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 oktober 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 september 2004;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 9 april 2008 waarvan het verslag werd goedgekeurd op 7 mei 2008 door de Interministeriële Conferentie;

Gelet op het advies 45.192/4 van de Raad van State, gegeven op 13 oktober 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de Minister : de Minister van Landbouw;

2^o het bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

3^o de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

4^o de melk : de door het melken van één of meer koeien verkregen rauwe melk;

5^o de producent : de producent bepaald in artikel 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

6^o de melkproductie-eenheid : de melkproductie-eenheid bepaald in artikel 1, 10^o, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

7^o de levering : de melkhoeveelheid geleverd op eenzelfde datum door een producent aan een koper, die het voorwerp uitmaakt van één of meer ladingverrichtingen;

8^o de ladingverrichting : de fysieke overbrenging van een melkhoeveelheid van een tank van de producent naar een erkend ophalingsvoertuig met behulp van het pompsysteem van dat voertuig;

9^o de ophaling : het vervoer van een levering sinds de lading ervan in één of meer verrichtingen op de melkproductie-eenheid tot aflading ervan;

10^o de koper : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die melk aankoopt van een producent;

a) om deze, ook in het kader van een loonwerkovereenkomst, in te zamelen, te verpakken, op te slaan, te koelen en te behandelen of te verwerken;

b) om deze door te verkopen aan een of meer bedrijven die melk of andere zuivelproducten behandelen of verwerken.

11° de erkende koper : de in 10° bedoelde koper die erkend is door een Belgische overheid bevoegd voor de erkenning van de kopers bedoeld in artikel 23 van Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

12° het tijdvak : de periode van twaalf maanden lopende van 1 april tot 31 maart van het volgende jaar.

Art. 2. Met uitzondering van de bepalingen van hoofdstuk 4 zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing op elke levering verricht vanuit elke melkproductie-eenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De bepalingen van hoofdstuk 4 zijn van toepassing op elke levering betaald door een erkende koper die lokalen heeft op het grondgebied van het Waalse Gewest, in de zin van artikel 23, § 2, b, van Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten

HOOFDSTUK II. — Controles op de samenstelling van melk

Afdeling 1. — Beginselen

Art. 3. Een producent mag geen melk van één van zijn melkproductie-eenheden gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest leveren aan een andere koper dan een erkende koper.

Een koper mag geen melk krijgen van een producent zonder een erkende koper te zijn.

Art. 4. Een erkende koper mag melk of zuivelproducten voortvloeiend uit melk geleverd vanuit een op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen melkproductie-eenheid in de handel brengen, aanbieden, tentoon of te koop stellen, voor de verkoop vervoeren, verkopen, of leveren, indien die melk niet is onderworpen aan de samenstellingscontrole zoals bepaald in dit besluit of indien hij niet ingezameld is onder de voorwaarden bepaald in dit besluit.

Afdeling 2. — Ophaling van de melkleveringen

Art. 5. Een levering bestaat uitsluitend uit één soort melk zoals bepaald in bijlage 1, punt B. Elke ladingverrichting betreft een enkele levering. Als verschillende soorten melk geladen worden op dezelfde melkproductie-eenheid in hetzelfde ophalingsvoertuig, maakt hun lading het voorwerp uit van afzonderlijke verrichtingen.

Art. 6. § 1. De ophaling van een levering wordt verricht door de koper; ze kan slechts verricht worden aan de hand van een voertuig dat daartoe erkend is door de interprofessionele instelling erkend volgens de bepalingen van dit besluit en bevoegd voor het grondgebied waar de zetel van de melkproductie-eenheid van herkomst van de levering gelegen is, tenzij de erkende koper de in bijlage 1, punt C bepaalde voorwaarden vervult om erkend te worden als kleine koper.

§ 2. Om erkend te worden voor de ophaling, moet een voertuig de voorwaarden vervullen die bepaald worden door de interprofessionele instelling bedoeld in § 1 en die goedgekeurd zijn door de Minister overeenkomstig jartikel 11, 4°; onder deze voorwaarden moet het voertuig voorzien zijn van de volgende vaste bedrijfsklare uitrustingen :

a) een systeem voor de automatische opneming van de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden bedoeld in artikel 7, § 1;

b) een apparatuur voor het automatische nemen van een monster van de geladen melk, die functioneert volgens een goedgekeurd monsternemingsysteem.

§ 3. Om goedgekeurd te worden en te blijven, moet een monsternemingsysteem voldoen aan de voorwaarden die gezamenlijk worden bepaald door de in § 1 bedoelde interprofessionele instelling en één van de in artikel 14, § 2, bedoelde instellingen belast met de wetenschappelijke begeleiding. Die voorwaarden kunnen voortdurend geraadpleegd worden op de website van de interprofessionele instelling.

De verificatie van de overeenstemming van de monsternemingsystemen met deze voorwaarden wordt ook gezamenlijk gewaarborgd door beide bovenvermelde instellingen.

Art. 7. § 1. Bij de ophaling worden de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden, bepaald in bijlage 1, punt D, opgenomen wanneer elke lading wordt verricht volgens de voorschriften vermeld in het normatieve document bedoeld in artikel 11, 4°.

§ 2. Bij de ophaling van een levering wordt een monster genomen op het moment van elke ladingverrichting met het oog op de controle op de samenstelling van de melk. Deze monsterneming alsmede de identificatie van het monster worden verricht volgens de voorschriften vermeld in het normatieve document bedoeld in artikel 11, 4°.

Als er evenwel minstens een monster wordt genomen per productie van drie dagen, kan een maximale hoeveelheid van honderd liter, die al dan niet gedeeld is en die afkomstig is van die productie, geleverd worden zonder dat een monster genomen wordt bij de ophaling(en) van deze hoeveelheid.

§ 3. Het nemen van het in § 2 bedoelde monster wordt verricht door een natuurlijke persoon die houder is van een vergunning toegekend door de interprofessionele instelling erkend volgens de bepalingen van dit besluit en bevoegd voor het grondgebied waar de zetel van de melkproductie-eenheid van herkomst van de levering gelegen is.

De voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en de intrekking van de vergunning voor de monsterneming worden vermeld in het in artikel 11, 4°, bedoelde normatieve document.

Afdeling 3. — Modaliteiten van de controle op de samenstelling van melk

Art. 8. § 1. De leveringen maken het voorwerp uit van een controle op de samenstelling van melk door de interprofessionele instelling erkend volgens de bepalingen van dit besluit en bevoegd voor het grondgebied waar de zetel van de melkproductie-eenheid van herkomst van de levering gelegen is.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 kan een interprofessionele instelling de uitvoering van de controle op de samenstelling van melk overdragen aan een andere interprofessionele instelling die territoriaal niet bevoegd is voor de leveringen van de productie-eenheid, voor zover de voorwaarden m.b.t. de uitvoering van de controle op de samenstelling van melk door deze andere interprofessionele instelling gelijkwaardig zijn aan die vereist bij dit besluit en voor zover de Minister of de leidend ambtenaar van de Dienst, aangewezen als afgevaardigde door de Minister, die overdracht machtigt.

De overdrachtsaanvraag wordt gericht aan de Dienst volgens diens voorschriften en gaat vergezeld van een schriftelijke overeenkomst van de betrokken erkende producent en koper.

§ 3. De controle op de samenstelling van melk wordt verricht voor de criteria bepaald in bijlage 1, punt *E*, overeenkomstig de bepalingen van bijlage 1, punt *F* en volgens de frequenties bepaald in bijlage 1, punt *G*.

§ 4. De analytische routinemethoden die gebruikt worden voor de controle op de samenstelling van melk en die in bijlage 1, punt *F*, 2, bedoelde beginselen naleven, moeten eerst erkend worden door de Minister of zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2, na raadpleging van de in artikel 14, § 2, bedoelde instellingen belast met de wetenschappelijke begeleiding.

§ 5. De apparatuur gebruikt om routineonderzoeken uit te voeren voor de controle op de samenstelling van melk moet voor de indienstneming ervan erkend worden door de Minister of zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2; de erkenning wordt gegeven na raadpleging van de in artikel 14, § 2, bedoelde instellingen belast met de wetenschappelijke begeleiding als aangetoond wordt dat de apparatuur de in § 4 bedoelde erkende analytische routinemethoden nauwkeurig toepast.

Elke aankoop van nieuwe apparatuur voor de controle op de samenstelling van melk moet eerst medegedeeld worden aan de Dienst.

§ 6. De lijst van de erkende routinemethoden en van de voor de analyse van de samenstelling van melk erkende apparatuur wordt bekendgemaakt en bijgehouden door de Dienst op de website van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 9. De resultaten van de controle op de samenstelling van melk worden door de in artikel 8 bedoelde erkende interprofessionele instelling overgemaakt aan de erkende koper aan wie de melk geleverd is.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de interprofessionele instellingen en wetenschappelijke begeleiding*

Art. 10. Om de controle op de samenstelling van melk te kunnen uitvoeren moet een interprofessionele instelling beschikken over een door de Minister toegekende erkenning.

Art. 11. Om erkend te worden en te blijven voor de controle op de samenstelling van melk moet een interprofessionele instelling de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk die voldoet aan de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en de Minister onverwijld op de hoogte brengen van elke wijziging van de statuten die op het moment van de erkenning vigerend zijn;

2° haar maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van het Waalse Gewest en haar activiteiten, voor de controle op de samenstelling van melk met inbegrip van de analyses, uitoefenen in het territoriaal district bepaald door de Minister of zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2;

3° in de statuten hetgeen volgt bepalen :

a) dat op het niveau van de algemene vergadering :

1. de producenten van het in punt 2° bedoelde territoriaal district en de erkende kopers door wie ze melk laten ophalen of aan wie ze melk leveren, worden vertegenwoordigd;

2. een paritaire vertegenwoordiging van de producenten en van de erkende kopers bedoeld in punt 1 gewaarborgd wordt ofwel door het aantal leden, ofwel door een aanpassing van het stemrecht van de leden in de algemene vergadering;

b) dat er een gelijk aantal vertegenwoordigers van de producenten en vertegenwoordigers van de erkende kopers is in de raad van bestuur;

4° een normatief document opmaken met vermelding van de modaliteiten van de controles op de samenstelling van melk.

Dat document vermeldt minstens :

a) de modaliteiten van de ophaling met minstens :

1. de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de erkenning van een ophalingsvoertuig;

2. de gegevens en documenten die de kopers moeten overmaken aan de interprofessionele instelling wat betreft de organisatie van de ophaling en de identificatie van de producenten;

3. de voorschriften om de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden op te nemen;

4. de voorschriften voor de monsterneming en de identificatie van het monster bij elke ladingverrichting van een levering;

5. de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de vergunning voor het nemen van het monster;

6. de voorwaarden m.b.t. het vervoer en het behoud van de monsters tussen het vertrek van de melkproductie-eenheid en de analyse door de bevoegde erkende interprofessionele instelling :

b) de modaliteiten van de analyses;

c) de uitleggingsmodaliteiten van de resultaten;

d) modaliteiten betreffende de mededeling van de resultaten aan de producenten en aan de erkende kopers;

e) de procedure voor de behandeling van de betwistingen betreffende de resultaten;

f) het systeem van sancties in geval van niet-naleving van de ophalingsmodaliteiten;

g) de procedure voor de behandeling van de betwistingen van de sancties betreffende de niet-naleving van de ophalingsmodaliteiten.

Dat normatieve document moet goedgekeurd worden door de Minister en wordt bijgevoegd bij het ministerieel besluit tot erkenning van de interprofessionele instelling; elke wijziging van dat document maakt het voorwerp uit van een wijziging van het ministerieel besluit.

Het normatieve document kan voortdurend geraadpleegd worden op de website van de interprofessionele instelling;

5° beschikken over laboratoria geaccrediteerd volgens Europese norm EN ISO/IEC 17025 voor de analyses uitgevoerd in het kader van de controle op de samenstelling van melk;

6° een gedetailleerde beschrijving doen van de gebruikte methode(n) voor de controle van elke parameter van de samenstelling van melk, volgens de bepalingen van bijlage 1, punt *H*; deze beschrijving alsmede elke wijziging moet eerst onderworpen worden aan de Minister of aan zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2, met het oog op de goedkeuring ervan.

7° instemmen met de wetenschappelijke begeleiding die georganiseerd wordt volgens de bepalingen van artikel 14°;

8° de leidend ambtenaar van de Dienst, of zijn aangewezen vertegenwoordiger, uitnodigen om elke vergadering van de algemene vergadering en van de raad van bestuur als waarnemer bij te wonen en de verslagen van deze vergaderingen overmaken aan de Dienst;

9° de resultaten van de controle op de samenstelling van melk overmaken aan de Dienst en/of de instelling aangewezen door de leidende ambtenaar van de Dienst;

10° zich onderwerpen aan de inspectie en de controlemaatregelen van de Dienst alsmede aan de instructies van de leidend ambtenaar van de Dienst;

11° de controles van de samenstelling van melk uitvoeren overeenkomstig de regels bepaald in dit besluit of overeenkomstig dit besluit.

Art. 12. § 1. De Minister kan de erkenning van de interprofessionele instelling weigeren of intrekken als de voorwaarden bepaald in artikel 11 niet of niet meer vervuld worden.

De Minister deelt de betrokkene de aangevoerde redenen en de overwogen maatregel mede bij ter post aangetekende schrijven of per brief overgemaakt aan de ontvanger tegen overhandiging van een ontvangstbewijs.

Op straffe van uitsluiting beschikt de betrokkene over vijftien dagen na ontvangst van de aangetekende brief of van de brief om bij aangetekend schrijven zijn bezwaren mede te delen aan de Minister en, in voorkomend geval, om te verzoeken door hem of door zijn vertegenwoordiger te worden gehoord of om verbeteringen voor te stellen om in de aangevoerde redenen te voorzien.

De Minister beschikt dan over dertig dagen om, in voorkomend geval, de betrokkene te horen, om een beslissing te nemen en hem bij ter post aangetekende brief of per brief overgemaakt aan de ontvanger tegen overhandiging van een ontvangstbewijs mede te delen.

§ 2. Bij gebrek aan een erkende interprofessionele instelling bevoegd op het grondgebied van het Waalse Gewest kan de Minister ofwel de bevoegdheid voor dit grondgebied toevertrouwen aan een andere interprofessionele instelling erkend in het kader van dit besluit, ofwel een instelling erkennen die minstens de bepalingen bepaald in artikel 11, behalve de punten 1° en 3° vervult.

Art. 13. De erkende interprofessionele instelling kan het bedrag van een inhouding ten laste van de producenten vaststellen voor de financiering van haar activiteiten in het kader van dit besluit. Dat bedrag mag niet hoger zijn dan het bedrag van de kosten die de instelling werkelijk heeft gehad om haar opdrachten te vervullen; de goedkeuring van de Minister of van zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2, wordt vereist vóór elke vaststelling of wijziging van dat bedrag.

Art. 14. § 1. De wetenschappelijke begeleiding van de krachtens de bepalingen van dit besluit erkende interprofessionele instellingen bestaat er minstens in :

a) testen te organiseren, waardoor de juiste werking van de gebruikte apparatuur voor de uitvoering van analyses met het oog op de controle op de samenstelling van melk gecontroleerd kan worden;

b) referentiemonsters voor te bereiden die gebruikt zullen worden bij de analyses voor de controle op de samenstelling van melk.

c) een wetenschappelijk advies te geven over de controle op de samenstelling van melk;

d) monsternemingssystemen goed te keuren op basis waarvan de voorzieningen voor het automatische nemen van het monster die vastgemaakt zijn aan de erkende ophalingsvoertuigen, functioneren.

§ 2. De instellingen belast met de in § 1 bedoelde wetenschappelijke begeleiding worden aangewezen in bijlage 1, punt *I*. De laboratoria van deze instellingen worden en blijven geaccrediteerd volgens Europese norm EN ISO/IEC 17025.

§ 3. De procedures voor de uitvoering van de wetenschappelijke begeleiding worden omschreven in een document dat opgemaakt wordt door de met deze begeleiding belaste instellingen. Dat document alsmede elke wijziging moet eerst onderworpen worden aan de Minister of aan zijn afgevaardigde bedoeld in artikel 8, § 2, met het oog op de goedkeuring ervan; na goedkeuring wordt dat document bekendgemaakt op de website van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 4. De instellingen belast met de wetenschappelijke begeleiding maken jaarlijks de resultaten van hun werkzaamheden over aan de Dienst en aan de erkende interprofessionele instellingen.

HOOFDSTUK IV. — *Betaling van de melk door de erkende kopers aan de producenten*

Art. 15. De leveringen van melk van één van de soorten bepaald in bijlage 1, punt *B* worden door de erkende koper ingezameld en betaald.

Art. 16. De betaling van de melk door de erkende koper aan de producenten wordt afzonderlijk voor elk soort geleverde melk bepaald in artikel 15 vastgesteld en leeft de in bijlage 2, punten *A* tot *C* bepaalde modaliteiten na.

Art. 17. De documenten m.b.t. de betaling van de melk door de erkende koper aan de producenten leven de voorwaarden bedoeld in bijlage 2, punt *D*, na.

Art. 18. Met het oog op de controle op de naleving van de bepalingen van dit besluit stelt de erkende koper alle documenten m.b.t. de betaling aan de producenten die hem melk hebben geleverd, alle boekhouddocumenten met betrekking tot de financiële transacties tussen de erkende koper en deze producenten en elke andere informatie die nodig is voor de controle op de bepalingen van dit hoofdstuk, in het bijzonder de beschrijving van alle criteria vermeld in de betalingsdocumenten en die in de betaling van de melk aan de producent interveniëren, ter beschikking van de Dienst volgens zijn instructies.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 19. De Minister kan de bijlagen bij dit besluit wijzigen om het aan te passen aan de wetenschappelijke en technische ontwikkelingen van de aangelegenheden behandeld bij dit besluit voor zover de wezenlijke aspecten van het besluit ongewijzigd blijft.

De Minister kan ook de bepalingen van bijlage 2, punt C, wijzigen op gezamenlijk verzoek van de beroepsorganisaties die erkende kopers en producenten vertegenwoordigen, mits de toestemming van de krachtens dit besluit erkende interprofessionele instellingen.

Art. 20. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 8 van genoemde wet, zijn van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het bestuur en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 21. § 1. In het opschrift van het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 september 2004 vervallen de bewoordingen "en de samenstelling".

§ 2. In hetzelfde ministerieel besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de artikelen 1, 2 en 4 vervallen de bewoordingen "en de samenstelling";

2° in artikel 6, eerste lid, vervallen de bewoordingen "en de samenstelling".

§ 3. In hetzelfde ministerieel besluit worden de volgende punten opgeheven :

1° in bijlage 1, de punten 2, 3 en 4;

2° in bijlage 2, de punten 4 en 7.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 3 maart 1994 betreffende de erkenning van interprofessionele organismen voor het bepalen van de samenstelling van melk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 2000 en 21 december 2006 wordt opgeheven.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 7 maart 1994 betreffende de erkenning van melkinrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 2000 en 22 december 2005 wordt opgeheven.

Art. 24. Het koninklijk besluit van 17 maart 1994 betreffende de productie van melk en tot instelling van een officiële controle van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1996, 3 september 2000 en 21 december 2006 wordt opgeheven.

Art. 25. Het ministerieel besluit van 17 maart 1994 betreffende de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 11 juli 1996, 4 oktober 2000, 6 oktober 2000, 28 december 2000, 21 december 2001, 27 februari 2003, bij het koninklijk besluit van 21 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 wordt opgeheven.

Art. 26. Het ministerieel besluit van 1 juli 1994 betreffende de melkafrekeningen aan de producenten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 oktober 2001, wordt opgeheven.

Art. 27. Het koninklijk besluit van 26 augustus 1980 tot instelling van een controlemerk voor de melk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 28. Gedurende de eerste drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit wordt rekening gehouden met de resultaten van de in artikel 9 bedoelde controle op de samenstelling van melk, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behaald zijn.

Art. 29. Wanneer het monsternemingsapparaat dat erkend, geïdentificeerd en aangepast is aan een tankwagen (ophalingsvoertuig) voor de inwerkingtreding van dit besluit met succes de controles heeft ondergaan met het oog op de handhaving van zijn erkenning, die uitgevoerd worden volgens de bepalingen van artikel 5, § 2, van het ministerieel besluit van 17 maart 1994 betreffende de produktie van melk en tot instelling van een officiële controle van melk geleverd aan kopers, wordt het ophalingsvoertuig waaraan het aangepast wordt, beschouwd als erkend gedurende maximum twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 2.

Art. 30. In afwijking van artikel 7, § 3, blijft de vergunning waarvan sprake in artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 maart 1994 betreffende de productie van melk en tot instelling van een officiële controle van melk geleverd aan kopers, geldig tot het einde van haar geldigheidsperiode. Zodra de geldigheid verstreken is, moet de natuurlijke persoon die de ophalingsactiviteit wil voortzetten, een vergunning krijgen volgens de bepalingen van artikel 7, § 3.

Art. 31. De interprofessionele instellingen die erkend zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 maart 1994 betreffende de erkenning van interprofessionele organismen voor het bepalen van de samenstelling van melk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 2000 en 21 december 2006, behouden deze erkenning waarvan de waarde gelijkwaardig is aan de erkenning van de interprofessionele instellingen die erkend zijn in het kader van dit besluit gedurende maximum 24 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit. Deze erkenning wordt ingetrokken zodra een erkenning volgens de bepalingen van dit besluit toegekend wordt aan de interprofessionele instelling.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag na de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen op de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 33. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE 1

Niet-financiële modaliteiten voor de melkleveringen van de producenten aan de erkende kopers

A. Begripsomschrijvingen.

1. Volle melk : melk waarvan het natuurlijke vetgehalte niet gewijzigd is.
2. Afgeroomde melk : melk waarvan het vetgehalte is verminderd tot maximum 5 gram/liter.
3. Vetgehalte : de hoeveelheid vetstof, uitgedrukt in gram per melkliter tot de tiende.
4. Eiwitgehalte : de hoeveelheid totale stikstofhoudende stof (verkregen door de stikstofhoeveelheid te vermenigvuldigen met coëfficiënt 6,38), uitgedrukt in grammen per melkliter tot de tiende.

B. Voor de leveringen toegelaten soorten melk, voor de toepassing van de artikelen 5 en 15.

De voor de leveringen enkele toegelaten soorten melk zijn de volgende :

1. Volle melk.
2. Afgeroomde melk

C. Voorwaarden om een erkende koper te erkennen als kleine koper, voor de toepassing van artikel 6, § 1.

Een kleine koper is een erkende koper die, door de leveringen van alle toegelaten soorten melk samen te voegen, een maximum van 500 000 melkliter heeft gekocht bij maximum 5 verschillende producenten gedurende de periode vóór de lopende periode.

D. Gegevens die op het moment van elke ladingverrichting bij de ophaling van een levering opgenomen moeten worden, voor de toepassing van artikel 7, § 1.

1. de identificatie van de producent en de productie-eenheid; deze gegevens kunnen samengevat worden door een werknummer dat aan de koper eigen is, op voorwaarde dat de verbinding tussen deze gegevens en het werknummer op elk ogenblik onderhouden kan worden;

2. het aantal opgehaalde liters melk;
3. de datum en het uur van de ladingsverrichting.

E. Voor de controle op de samenstelling van melk vastgestelde criteria, voor de toepassing van artikel 8, § 3.

1. Het vetgehalte.
2. Het eiwitgehalte.
3. Het vriespunt.

F. Referentiemethoden en beginselen van de routinemethoden voor de controle op de samenstelling van melk geleverd aan de erkende kopers, voor de toepassing van artikel 8, § 3.

1. Referentiemethoden.

a. Bepaling van het vetgehalte :

i. De referentiemethode voor de bepaling van het vetgehalte is de Röse-Gottlieb methode beschreven in de internationale norm FIL 1D : 1996, of de meest recente versie.

ii. Principe : Het vetgehalte van een melkmonster wordt bepaald door extractie van een ammoniak- en ethanolhoudende oplossing van een bepaalde hoeveelheid melk met diethylether en petroleumether. De solventen worden verwijderd door distillatie en verdamping. De massa van het geëxtraheerde vet wordt bepaald.

b. Bepaling van het eiwitgehalte :

i. De referentiemethode voor de bepaling van het eiwitgehalte is de Kjeldahl methode beschreven in de internationale norm ISO 8968-2/FIL 20-2 : 2001, of de meest recente versie.

ii. Principe : Een bepaalde hoeveelheid melk wordt gedestruëerd met een mengsel van geconcentreerd zwavelzuur en kaliumsulfaat in de aanwezigheid van koper(II)sulfaat als katalysator. De organische stikstof aanwezig in het melkmonster wordt omgezet in ammoniumsulfaat. Een overmaat aan natriumhydroxide wordt toegevoegd aan de zure gekoelde oplossing om de ammoniak vrij te maken. De vrijgemaakte ammoniak wordt gedistilleerd in een boorzuoroplossing. Vervolgens wordt de hoeveelheid overgebrachte ammoniak bepaald door titratie met chloorzuur en het stikstofgehalte wordt berekend op basis van de geproduceerde hoeveelheid ammoniak. Het stikstofgehalte wordt geconverteerd naar eiwitgehalte met behulp van een vermenigvuldigingsfactor 6,38.

c. Bepaling van het vriespunt :

i. De referentiemethode voor de bepaling van het vriespunt is de cryoscopische methode beschreven in de internationale norm FIL 108 B : 1991, of de meest recente versie.

ii. Principe : Een bepaalde hoeveelheid melk wordt onderkoeld tot de, van het toestel afhankelijke, gewenste temperatuur en vervolgens wordt kristallisatie veroorzaakt door mechanische trilling. De temperatuur stijgt snel door de kristallisatie tot een bepaald niveau bereikt wordt dat overeenstemt met het vriespunt van het melkmonster. De cryoscoop wordt geijkt met behulp van twee standaardoplossingen.

2. Principes van de routinemethoden.

a. Bepaling van het vet- en eiwitgehalte :

i. Deze bepaling wordt door midden-infrarood spectrometrie uitgevoerd.

ii. Principe : Het vet en eiwit bevatten elk specifieke bindingen die bij bepaalde golflengten licht absorberen in het midden-infrarood spectrum. De elektromagnetische absorptie gemeten bij deze golflengten laat de kwantitatieve bepaling van vet en eiwit in de melk toe. De wederzijdse beïnvloeding van de absorptie door de melkbestanddelen (vet, eiwit en lactose) wordt gecompenseerd met behulp van intercorrectiefactoren. De bekomen absorpties worden gekalibreerd ten opzichte van de referentiemethode.

b. Bepaling van het vriespunt :

De vriespuntbepaling gebeurt indirect met behulp van een spectrofotometrische meting in het middeninfrarood gebied gekoppeld aan een geleidbaarheidsmeting.

G. Analysefrequentie voor de controle op de samenstelling van de bij een producent opgehaalde melk, voor de toepassing van artikel 8, § 3.

Voor de criteria bedoeld in punt E : het met elke levering overeenstemmende monster moet geanalyseerd worden, behalve als dat monster niet-representatief wordt verklaard volgens de interpretatiemodaliteiten van de resultaten die vermeld moeten staan in het normatieve document overeenkomstig artikel 11, 4°, c).

H. Gedetailleerde beschrijving van de methode(n) die gebruikt wordt(en) voor de controle op elke parameter van de samenstelling van melk, bedoeld in artikel 11, 6°.

De gedetailleerde beschrijving van elke gebruikte methode moet minstens de volgende punten omvatten :

1. Principe.

2. Meetgebied.

3. Reagentia : herkomst, aanmaak, houdbaarheid, bewaaromstandigheden.

4. Apparatuur en uitrusting : naam, leverancier van de apparatuur, beschrijving van de hulpapparaten.

5. Voorbereiding van de monsters.

6. Procedure :

a. voor de instrumentale methoden een beschrijving van de opstart en de kalibratie van het apparaat;

b. uitvoering van de methode;

c. beschrijving van de interne controle van de methode aan de hand van blancomonsters en pilootmonsters;

d. beschrijving van de registratie van de uitgevoerde controles;

e. uitdrukking van het resultaat.

I. Instellingen aangewezen voor de in artikel 14 bedoelde wetenschappelijke begeleiding.

Het Departement "Qualité des Productions agricoles" van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" en de laboratoria waarmee het een samenwerkingscontract sluit om de wetenschappelijke begeleiding te waarborgen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

 BIJLAGE 2

Modaliteiten en documenten betreffende de betaling van de melk door de erkende kopers aan de producenten

A. Begripsomschrijvingen.

1. Standaardmelk : diepgekoelde melk met een vetgehalte van 38,0 g/l en een eiwitgehalte van 33,5 g/l.

2. Basisprijs van de melk : prijs per 100 liter standaardmelk, vanaan de melkproductie-eenheid, exclusief BTW en zonder premies en inhoudingen, berekend als volgt : (prijs bepaald door de erkende koper voor 100 kg vetstof vermenigvuldigd door 0,0380) + (prijs bepaald door de erkende koper voor 100 kg eiwit vermenigvuldigd door 0,035).

3. Effectief resultaat : meting verkregen door de analyse van een melkmonster.

B. Normen voor de betaling van de melk aan de producent.

1. Per soort geleverde melk, bedoeld in artikel 15, bepaalt de koper de prijs die voor 100 kg vetstof en die voor 100 kg eiwit aangeboden is.

2. Per soort geleverde melk, bedoeld in artikel 15, bepaalt de koper de basisprijs die voor melk aangeboden is.

3. De enige prijsverminderingen en inhoudingen gebonden aan de samenstelling en de kwaliteit van melk die de door erkende koper toegepast worden bij de betaling van zijn leveringen aan de producent, worden bepaald in punt C.

4. Geen enkele premie gegrond op één of meer kwaliteitscriteria van rauwe koemelk, bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen mag toegekend worden door de erkende koper met uitzondering van een premie van 0,50 euro per 100 liter als de volgende eisen nageleefd worden :

1° de levering waarop deze premie betrekking heeft, heeft geen prijsverminderingen en inhoudingen bedoeld in punt C ondergaan;

2° deze premie wordt op niet-discriminerende wijze toegekend door de erkende koper voor elke levering die het geheel van de toekenningsvoorwaarden bepaald door die erkende koper naleeft.

5. Een premie kan op niet-discriminerende wijze toegekend worden door de erkende koper voor elke levering van biologische melk.

C. Prijsverminderingen en inhoudingen.

Prijsverminderingen en inhoudingen gebonden, enerzijds, aan de criteria overwogen onder de in dit besluit bepaalde criteria betreffende de samenstelling van melk en, anderzijds, aan de criteria betreffende de kwaliteit van koemelk bepaald in het koninklijk besluit van 21 december 2006 de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen, moeten toegepast worden telkens als de in dit punt bedoelde voorwaarden vervuld worden. Deze prijsverminderingen en inhoudingen zijn de volgende :

1. Prijsverminderingen :

1° Per strafpunt past de koper een prijsvermindering toe van 0,62 euro per 100 melkliter.

2° Vriespunt : het in aanmerking genomen resultaat is het rekenkundige gemiddelde van alle werkelijke resultaten over een periode van één maand.

Wanneer wordt vastgesteld dat het resultaat een waarde hoger dan " $- 0,510 \text{ }^{\circ}\text{C}$ " heeft, wordt een strafpunt toegekend aan de hoeveelheden geleverd door de producent gedurende de maand waarin de controle op dat criterium uitgevoerd is.

3° Telling van kiemen : het in aanmerking genomen resultaat is het meetkundige gemiddelde van alle werkelijke resultaten over een periode van twee maanden.

Het aantal strafpunten toegekend aan de hoeveelheden geleverd door de producent gedurende de maand waarin het resultaat is vastgesteld, hangt af van dat resultaat en van de vorige resultaten, zoals vermeld in de volgende tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Straf (punten)
Het resultaat is kleiner dan of gelijk aan 100 000	0
Het resultaat is hoger dan 100 000	1
2 opeenvolgende resultaten hoger dan 100 000	2
3 opeenvolgende resultaten hoger dan 100 000	4
4 opeenvolgende resultaten hoger dan 100 000	6
Meer dan 4 opeenvolgende resultaten hoger dan 100 000	8

4° Bepaling van het aantal somatische cellen : het in aanmerking genomen resultaat is het meetkundige gemiddelde van alle werkelijke resultaten over een periode van drie maanden.

Het aantal strafpunten toegekend aan de hoeveelheden geleverd door de producent gedurende de maand waarin het resultaat is vastgesteld, hangt af van dat resultaat en van de vorige resultaten, zoals vermeld in de volgende tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Straf (punten)
Het resultaat is kleiner dan of gelijk aan 400 000	0
Het resultaat is hoger dan 400 000	1
2 opeenvolgende resultaten hoger dan 400 000	2
3 opeenvolgende resultaten hoger dan 400 000	4
4 opeenvolgende resultaten hoger dan 400 000	6
Meer dan 4 opeenvolgende resultaten hoger dan 400 000	8

5° Onderzoek van de zichtbare netheid van melk : Wanneer wordt vastgesteld dat het resultaat niet-bevredigend is ten opzichte van de criteria vermeld in artikel 4, 1°, *d*), van het koninklijk besluit van 21 december 2006 de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen, worden twee strafpunten toegekend aan de hoeveelheden geleverd door de producent gedurende de maand waarin de controle op dat criterium uitgevoerd is.

2. Inhoudingen.

Afvalstoffen van antibiotica : wanneer hun aanwezigheid wordt vastgesteld in een leveringsmonster, wordt een inhouding van 29,75 euro per 100 melkliter toegepast op de totale melkhoeveelheid van die levering.

D. Documenten betreffende de betaling van melk aan de producenten.

1. De in artikel 17 bedoelde betalingsdocumenten moeten opgemaakt worden op grond van de in kilo uitgedrukte geleverde hoeveelheden vetstoffen en melkeiwit.

2. Een betalingsdocument wordt voorgesteld aan de producent voor elk soort geleverde melk bedoeld in artikel 15. Bovendien voor eenzelfde soort melk, als de geleverde hoeveelheden uit biologische melk en uit niet-biologische melk bestaan, wordt een bijkomend betalingsdocument betreffende uitsluitend de biologische melk voorgesteld aan de producent.

3. De betalingsdocumenten vermelden minimum de volgende elementen :

a. het producentnummer en het nummer van de melkproductie-eenheid toegekend door het Bestuur of een andere bevoegde gewestelijke overheid in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

b. de basisprijs, in euro per 100 liter, van het soort melk waarvoor het betalingsdocument wordt opgemaakt;

c. voor elke datum waarop een levering gebeurt, de geleverde hoeveelheid in liter;

d. de totale hoeveelheid in liter geleverd tijdens de tussentijd betrokken bij het betalingsdocument;

e. het gemiddelde gehalte van deze totale hoeveelheid in vetstoffen en eiwit, uitgedrukt in gram per melkliter, tot de tiende; elk gemiddelde gehalte is het rekenkundige gehalte van alle werkelijke resultaten van de gehalten in vetstof of eiwit over de betrokken tussentijd.

f. het aantal toegekende strafpunten die aanleiding geven tot een prijsvermindering, gedetailleerd per criterium bepaald in punt C.1.;

g. het totaal aantal strafpunten die aanleiding geven tot prijsverminderingen;

h. als de in punt C.2. bedoelde inhouding toegepast wordt, de totale geleverde hoeveelheid in liter waarop die inhouding wordt toegepast;

i. de prijs van de vetstof van de melk en die van de melkeiwitten, in euro per 100 kilo, overeenstemmend met het soort melk waarvoor het betalingsdocument wordt opgemaakt;

j. de in kilo (tot de gram) uitgedrukte geleverde hoeveelheden melkvetstoffen en -eiwitten en de daarmee overeenstemmende te betalen bedragen;

k. het juiste bedrag van de in artikel 13 bedoelde inhouding ten laste van de producent voor de financiering van de activiteiten van de interprofessionele instelling belast met de controle op de samenstelling en de kwaliteit van melk; dat bedrag wordt genoemd "retenue O.I", "inhouding I.O" of "Abzug M.O.";

l. als, naast de in punt *k* bedoelde inhouding, andere kosten gebonden aan de controle op de samenstelling en de kwaliteit van melk ten laste zijn van de producent, het bedrag van deze kosten;

m. als daar reden toe is, het bedrag, afzonderlijk vermeld, van elke premie, prijsvermindering, inhouding of toegepaste bijkomende last met de precieze rechtvaardiging van elk bedrag.

1. Wanneer een betalingsdocument de leveringen van biologische melk betreft, kan de koper, indien hij het wenst, afwijken van de verplichtingen van punt 3° met inachtneming van het geheel van de volgende regels :

a. het bedrag van de premie voor de biologische melk, bedoeld in punt B.5. van deze bijlage, wordt opgenomen in de in punt 3, *b*), bedoelde basisprijs;

b. de prijs van de vetstof van de melk en die van de melkeiwitten, bedoeld in punt 3, *i*), worden aangepast om het geheel van het bedrag van de premie voor de biologische melk die elk van beide criteria betreft, te integreren;

c. de premie voor de biologische melk en haar bedrag worden niet vermeld in het betalingsdocument.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN